LE BOLCHEVIK 4

Octobre 1981

n°28

4F

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

Halte à la contre-révolution de Solidarité

14 octobre — Depuis la parution de l'article ci-après dans *Workers Vanguard* (25 septembre), les événements ont encore confirmé notre analyse du cours ouvertement contre-révolutionnaire pris par Solidarité. Au cours de la seconde partie du congrès de Solidarité, Walesa a vu son autorité contestée par les "radicaux", russophobes enragés qui ont critiqué son "compromis" avec le gouvernement, et qui veulent "épurer Solidarité des membres du parti".

La seconde partie du congrès a aussi réaffirmé le programme économique pour la restauration du capitalisme défendu par Solidarité : on y a appelé la Pologne à adhérer au Fonds monétaire international (*Le Matin*, 2 octobre). Y a-t-il au monde un dirigeant syndical qui oserait faire aussi ouvertement cause commune avec le cartel des banquiers internationaux? Si le FMI a un jour une "chance" de mettre en oeuvre son programme en Pologne, il commencera certainement par affamer la plus grande part de la population polonaise. Le coup d'Etat sanglant de Pinochet au Chili était destiné à rendre le pays "sûr" pour le FMI.Ce que reconnaît Solidarité. En réponse à une question du représentant de notre journal lors de la conférence de presse de Walesa le 14 octobre à Paris, un représentant de Solidarité déclara: "Nous sommes conscients de toute façon que sortir de la crise dans la situation actuelle de la Pologne signifie des sacrifices très importants". L'attrait qu'exerce le FMI sur Lech Walesa est la plus claire démonstration du véritable rôle de Solidarité, celui de *syndicat-maison* au service de la CIA et des banquiers.

On a universellement reconnu que le congrès de Solidarité marquait un tournant politique. La LCR pseudo-trotskyste l'a salué comme "une avancée de la révolution politique", en notant que la question du pouvoir était clairement posée. Mais la LCR passe sous un silence embarrassé la question de *quel* programme pour le pouvoir. Elle a pendant longtemps critiqué timidement l'absence chez Solidarité d'un programme économique "cohérent". Eh bien maintenant il y en a un — le "socialisme de marché" antisocialiste et l'asservissement complet de la Pologne envers les banquiers occidentaux. La "révolution politique" des pablistes est en fait une *contre-révolution* sociale pilsudskiste.

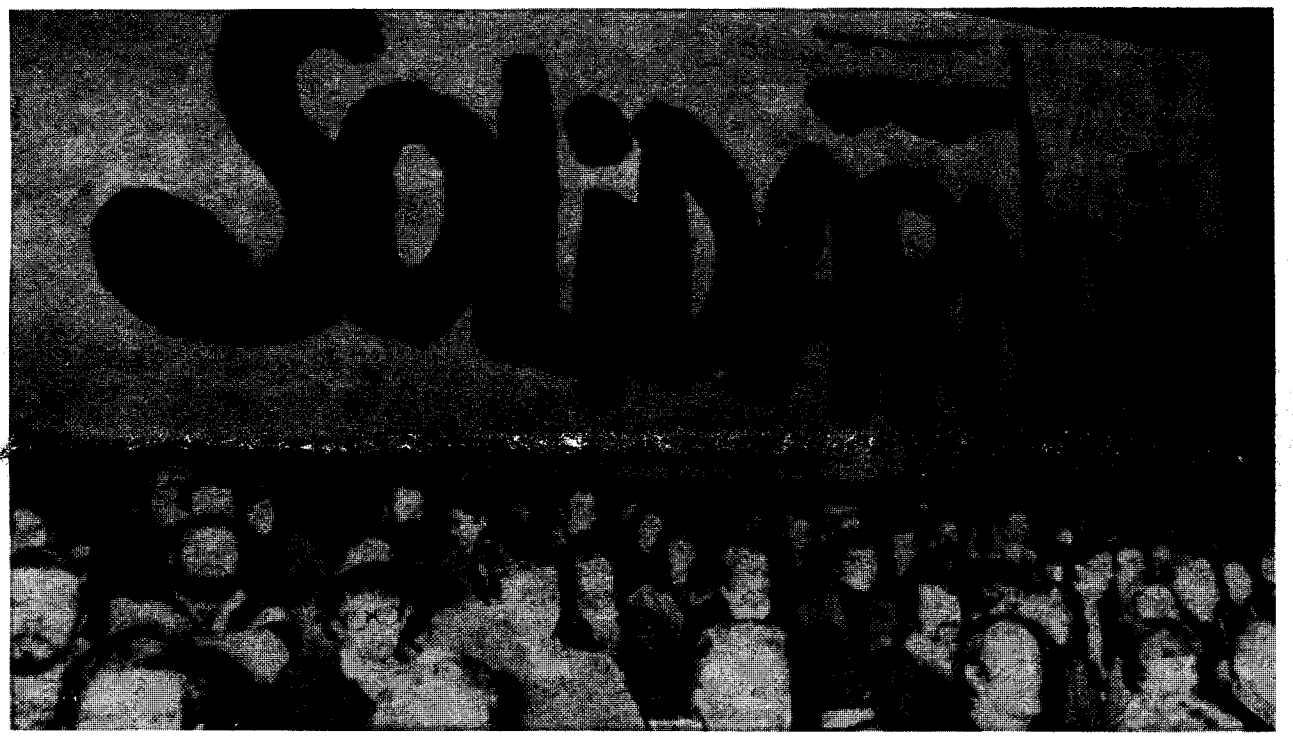
L'"extrême gauche" tout entière joue ainsi le rôle d'une couverture de gauche pour la social-démocratie internationale, les alliés de la CIA dans les syndicats. Rappelez-vous que ce sont les partis sociaux-démocrates européens qui servirent d'intermédiaires pour acheminer les fonds de la CIA au Portugal pendant la situation pré-révolutionnaire de 1975. Si Irving Brown, le représentant direct de la CIA dans le mouvement syndical européen, était trop connu pour que Varsovie lui accorde un visa, les délégués du congrès ont été régalés par la présence d'André Bergeron, le même Bergeron qui salue la "réforme agraire par la mort" de la CIA au Salvador. Les pseudo-trotskystes veulent l'"unité" — l'unité des bureaucrates syndicaux autour de la campagne de guerre froide de l'impérialisme en Pologne. Pour réaffirmer bien haut le soutien de la social-démocratie à la contre-révolution capitaliste, le ministre de Mitterrand, Cheysson, n'a pas hésité lors de son voyage récent à Varsovie à rencontrer — et avec la bénédiction des bureaucrates staliniens au pouvoir! — Walesa. Et comme si cette rencontre en Pologne même d'un représentant d'un des pays impérialistes les plus haineusement anticommunistes avec la figure de proue des forces pro-capitalistes polonaises ne suffisait pas en elle-même comme provocation antisoviétique, Cheysson s'est permis de déclarer qu'en plus de la pipe ils avaient tous deux de nombreux points en commun!

Les "anti-opportunistes" dans le PCF s'en remettent entièrement à la bureaucratie pour une résolution à la situation en Pologne. Mais la restauration du statu quo ante, en recréant par exemple la bureaucratie du PC polonais (le programme du "forum de Katowice" que les "anti-opportunistes" considèrent comme un modèle), ne représenterait pas une solution à l'impasse polonaise. Comme le démontre l'article, ce sont les bureaucrates staliniens qui ont conduit à cette situation, et y compris aujourd'hui leur politique mine les acquis prolétariens en recherchant un compromis traître avec les Walesa et Cie. Les signes se sont multipliés ces dernières semaines comme quoi les bureaucrates staliniens cherchent à s'entendre avec des forces pro-capitalistes soi-disant "modérées", qui sont en fait un danger mortel pour l'Etat ouvrier déformé polonais. L'appel du gouvernement polonais à un "front national" avec Solidarité et l'Eglise a été suivi par les ouvertures des staliniens hongrois en direction de Solidarité et la déclaration de Zamiatine, membre du comité central du PCUS comme quoi Walesa représentait une force "modérée" à l'intérieur de Solidarité. L'hypothèse que soulève un récent article du *Spiegel* (5 octobre) exprime parfaitement les illusions des bureaucrates du Kremlin dans la détente et, si elle venait à être confirmée, les désastreuses extrémités auxquelles ces illusions les conduisent:

"Des sources de Varsovie rapportaient la semaine dernière des contacts secrets des Soviétiques aussi bien avec le cardinal Glemp qu'avec la direction de Solidarité. D'après ces sources, il y aurait la possibilité 'sous certaines conditions' que les Soviétiques se contentent d'un statut politique 'très proche de celui de la Finlande', s'il y avait une stabilité interne et le maintien des alliances". Soutenir aveuglément Brejnev pourrait signifier soutenir la vente de la Pologne aux banquiers occidentaux.

Si aujourd'hui en Pologne défendre les acquis d'Octobre signifie soutenir une éventuelle intervention de l'armée soviétique contre l'Eglise, les pilsudskistes et leurs laquais sociaux-démocrates, la responsabilité pour le chaos de la Pologne incombe entièrement à la politique des staliniens depuis plus de 30 ans. La bureaucratie stalinienne met continuellement en danger les formes de propriété sur lesquelles elle repose. La préservation et l'extension des acquis prolétariens est la perspective de partis trotskystes dirigeant la classe ouvrière vers la reconquête de son pouvoir politique dans les Etats ouvriers déformés/dégénéré et luttant pour la révolution socialiste mondiale.

Suite au verso



Der Spiegel

AW

En haut: congrès de Solidarité. En bas: piquet de protestation de nos camarades américains devant les locaux de Solidarité à New-York le 24 septembre

En août dernier, la grande grève des ports de la Baltique a placé les ouvriers polonais devant un choix historique: la banqueroute du régime stalinien étant spectaculairement établie, il s'agissait de prendre soit la voie de la contre-révolution sanglante, soit celle de la révolution politique prolétarienne. Les accords de Gdansk et l'apparition de Solidarité (Solidarnosc), l'organisation ouvrière de masse née de la grève générale de l'an dernier, ont produit une situation de double pouvoir à froid. Nous avions écrit que cette situation précaire ne pouvait durer longtemps. Et maintenant l'échéance expire.

Avec le premier congrès national de Solidarité début septembre, des éléments décisifs dans le syndicat avancent un programme de contre-révolution ouverte. L'appel à des "syndicats libres" à l'intérieur du bloc soviétique (depuis longtemps un mot d'ordre de combat pour l'anticommunisme de guerre froide) cherchait délibérément à provoquer Moscou. Derrière l'appel à des "élections libres" à la diète (Parlement), on trouve le programme de la "démocratie à l'occidentale", c'est-à-dire *la restauration du capitalisme sous couvert de gouvernement parlementaire*. Et maintenant Jacek Kuron, la figure de proue des "dissidents" polonais, conseiller influent de Solidarité et membre de la Deuxième Internationale, a appelé au pouvoir un régime contre-révolutionnaire.

Pour souligner leurs liens avec le "monde libre", les dirigeants de Solidarité ont invité Lane Kirkland, un "dur" de la guerre froide qui dirige l'AFL-CIO américain, à assister à la deuxième session du congrès prévue fin septembre. Cet éminent lieutenant de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier, profondément engagé dans la course à la guerre antisoviétique menée par Washington, a annoncé qu'il irait en Pologne pour y brandir l'étendard du "monde libre". Kirkland sera accompagné par Irving Brown, le sinistre "représentant européen" de l'AFL-CIO, qui utilise depuis des années sa couverture "ouvrière" pour jouer son rôle de provocateur de haut rang de la CIA contre le mouvement ouvrier européen. Solidarité, quant à lui, ouvre aux Etats-Unis un bureau chez le dirigeant du syndicat des enseignants, Albert Shanker, social-démocrate de droite notoire; le journal de son parti, *New America*, allait presque jusqu'à dénoncer George Mc Govern comme la "dupe des communistes" et condamnait même *Nixon* pour être mou avec la Russie!

Au-delà des actes formels du congrès, l'activité et l'état d'esprit de Solidarité sont tout entiers ceux d'une organisation qui cherche à prendre le pouvoir. Quelques semaines avant le congrès, son dirigeant n°1, Lech Walesa, déclarait aux imprimeurs des journaux gouvernementaux en grève:

> "Je crois qu'une confrontation est inévitable. La prochaine confrontation sera une confrontation totale(...).
> "Nous voyons plus clairement qu'on ne peut arriver à rien sans des solutions politiques. Nous gagnerons toute cette guerre."
> — *Los Angeles Times*, 21 août

Quand on lui demanda ce qui se passerait si la diète refusait le programme de Solidarité pour des entreprises autogérées, Bogdan Lis, considéré comme le numéro deux de l'organisation, répondit "peut-être la dissoudrons-nous" (*New York Times*, 13 septembre). Lorsque les 900 délégués quittèrent le congrès, ils comprenaient que l'organisation s'apprêtait à prendre en charge les aspects politiques et économiques fondamentaux de la vie polonaise. Aujourd'hui, dans le bulletin de Solidarité, *Niezaleznosc*, le social-démocrate polonais le plus éminent, Jacek Kuron, a appelé à un nouveau gouvernement basé sur un "conseil de salut national" composé de Solidarité, de l'Eglise catholique et de dignitaires communistes "modérés". "Ce conseil, dès sa formation, suspendrait les opérations de toutes les autorités, y compris du gouvernement", ajoutait Kuron (dépêche de l'UPI, 16 septembre).

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
REALISATION: Blandine Hauser
DIFFUSION: Judith Mauger.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre).
Pour toute correspondance :
- Paris : Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone : 208.01.49)
- Rouen : M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.
Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les représentants sophistiqués de l'impérialisme occidental, comme le *New York Times*, et apparemment aussi les staliniens du Kremlin, comprennent que Solidarité a maintenant franchi le Rubicon. Plusieurs journaux européens ont cité des hauts fonctionnaires américains disant qu'aujourd'hui la Pologne représente pour l'Ouest l'occasion la plus importante et la plus prometteuse depuis 1945. Et cela vient d'une administration qui commence à saliver dès qu'elle entend le mot *rollback* [refoulement]. Moscou a adressé son plus dur avertissement jusqu'à présent, exigeant du régime branlant de Varsovie qu'il "prenne immédiatement les mesures les plus radicales afin d'en finir avec la propagande antisoviétique malveillante et les actions hostiles dirigées contre l'Union soviétique". Le gouvernement polonais a répondu en annonçant qu'il allait prendre des mesures énergiques. Tout le monde pense que cela signifie déclarer l'état d'urgence et empêcher la tenue de la seconde partie du congrès de Solidarité.

Le cours contre-révolutionnaire de Solidarité a aussi provoqué une puissante réaction de la part du Vatican, ce centre anti-Moscou. Une semaine après le congrès, le pape de Cracovie, Karol Wojtyla, a publié son encyclique attendue depuis longtemps sur "la question sociale". Elle réaffirmait l'attitude traditionnelle de l'Eglise, *la défense de la propriété privée capitaliste contre le socialisme* et la guerre contre le marxisme, tout en soutenant les syndicats aussi longtemps qu'ils sont "un facteur constructif d'ordre social et de solidarité". La conférence épiscopale polonaise a bien reçu le message et a jeté tout son poids derrière la revendication déjà ancienne, avancée par Solidarité, d'un accès plus important aux mass-media. Peut-on douter que "la nouvelle Pologne", que les dirigeants de Solidarité disent construire, soit conforme aux directions définies par l'Eglise catholique à laquelle ils font profession d'une humble allégeance? L'encyclique du pape (écrite en polonais) pourrait bien devenir le manifeste d'une mobilisation contre-révolutionnaire en Pologne.

C'est l'acte d'accusation le plus accablant contre la bureaucratie stalinienne qu'après trois décennies de "socialisme" une majorité de la classe ouvrière polonaise en soit tellement écoeurée qu'elle se rallie aux mots d'ordre de la guerre froide. Ce sont les staliniens, avec leur censure étouffante et leurs falsifications sans limite, leur corruption et leur grossière incompétence économique, leur suppression des droits démocratiques toujours accompagnée par de cyniques promesses de "démocratisation", qui ont poussé le prolétariat polonais, historiquement socialiste, dans les bras du Vatican et de l'"AFL-CIA".

Il est aussi important de souligner qu'il apparaît que 15 à 20% des ouvriers polonais *n'ont pas* participé à la mobilisation de Solidarité, en dépit de l'énorme pression sociale qu'ils subissent en ce sens. La plupart de ces ouvriers gardent probablement quelque loyauté à la cause du communisme et sont hostiles au clérical-nationalisme de Walesa et Cie. Mais aujourd'hui de tels ouvriers sont clairement minoritaires et se trouvent sur la défensive dans la mesure où la direction de Solidarité a le soutien de la majorité active du prolétariat polonais. C'est pourquoi la menace existe aujourd'hui en Pologne d'une offensive contre-révolutionnaire pour le pouvoir. Cette menace doit être écrasée à tout prix et par tous les moyens nécessaires.

Solidarité sous l'aigle et la croix

C'est avec le plus complet cynisme que les dirigeants de Solidarité prétendent encore se conformer à l'accord de Gdansk d'août 1980, qui déclarait que le nouveau mouvement syndical reconnaîtrait le "rôle dirigeant" du parti communiste (le Parti ouvrier unifié polonais, POUP), respecterait les alliances internationales de la Pologne (c'est-à-dire le Pacte de Varsovie) et ne s'engagerait dans aucune activité politique. Walesa et ses collègues étaient bien sûr fermement opposés à toutes ces conditions, mais ils les considéraient comme des concessions tactiques temporaires. L'idée que le nouveau mouvement syndical ne serait pas politique était une absurdité. Comme nous le disions au moment de la signature des accords de Gdansk, ou bien le nouveau mouvement syndical deviendrait un tremplin pour la réaction cléricale-nationaliste, ou bien il devrait s'y opposer au nom des principes socialistes. Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas de "troisième voie", et encore moins une troisième voie purement syndicaliste.

Il était clair depuis le début que Walesa et Cie se voyaient conduisant la nation polonaise tout entière dans une croisade contre le "communisme imposé par les Russes", sous la bannière de l'aigle et de la croix. Solidarité n'est plus un syndicat, mais comprend maintenant de larges parties de l'intelligentsia, des petits bureaucrates, des prêtres, etc. Durant l'hiver et le printemps derniers, la plupart des efforts de Solidarité visaient à forcer le gouvernement à reconnaître légalement l'organisation des petits propriétaires paysans, Solidarité rurale, une puissante force pour la restauration du capitalisme. En mars dernier, Solidarité a même agité la menace d'une grève générale avant tout au bénéfice des petits capitalistes ruraux, bien que ceux-ci fassent monter le prix des denrées alimentaires pour les consommateurs urbains.

Les organisations locales de Solidarité ont alimenté un déluge de propagande antisoviétique réactionnaire de la plus vile espèce. Le journal de Solidarité à l'aciérie de Katowice, la plus importante du pays, a par exemple publié des chapitres de *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne et des dessins humoristiques qui auraient pu venir tout droit de la presse réactionnaire occidentale. En même temps, les dirigeants de Solidarité ne tarissent pas d'éloge sur l'Ouest impérialiste.

Pas étonnant que Reagan puisse déclarer que la crise polonaise annonce le début de la fin pour le communisme, le rêve obsessionnel de l'impérialisme mondial depuis Octobre 1917:

> "(...) Je pense que ce que nous voyons maintenant non seulement en Pologne, mais ce que l'on commence à apprendre sur la Russie elle-même (...) sont une indication que le communisme est une aberration — ce n'est pas une façon normale de vivre pour des êtres humains, et je pense que nous sommes en train de voir les premiers craquements, le commencement de la fin."
> — *New York Times*, 17 juin

Ce n'était pas simplement du bavardage philosophique. L'impérialisme US est profondément engagé à encourager la réaction anticommuniste en Pologne, en particulier à travers la bureaucratie de l'AFL-CIO qui a fait don à Solidarité de 300.000 dollars et de sa première presse d'imprimerie.

Tout en étant engagée dans la subversion de la Pologne par l'intérieur, l'administration Reagan essaie aussi de *provoquer* l'Union soviétique pour qu'elle intervienne, notamment avec des déclarations incendiaires comme celle citée plus haut. Reagan/Haig *veulent voir* les ouvriers polonais lancer des cocktails Molotov sur les chars russes afin d'alimenter leur campagne belliciste antisoviétique.

Bien que depuis un an la crise polonaise se soit développée dans le sens de la contre-révolution impérialiste, la situation de double pouvoir à froid avait aussi créé des *ouvertures* pour la cristallisation d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire qui aurait pu renverser ce processus *de l'intérieur*. En tant que trotskystes, nous nous tournions par conséquent vers les possibilités de développement d'une opposition de gauche parmi les militants de Solidarité et du parti communiste qui voulaient un véritable "renouveau socialiste" en cherchant à revenir aux traditions internationalistes de Lénine et de Luxemburg, traditions dénaturées dans l'intérêt des bureaucrates staliniens. Une avant-garde révolutionnaire en Pologne chercherait à faire *scissionner* Solidarité, en gagnant la masse des ouvriers contre la direction nationaliste antisoviétique autour de Walesa. Elle avancerait un programme centré sur une stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat, la défense militaire inconditionnelle du bloc soviétique contre l'impérialisme-capitalisme, une révolution politique contre la bureaucratie stalinienne et l'établissement d'un gouvernement ouvrier démocratiquement élu basé sur des soviets pour mettre en oeuvre une planification économique socialiste (y compris la collectivisation de l'agriculture). Dans le même temps, nous reconnaissions pleinement qu'en Pologne ce programme va largement à contre-courant et que la ten-

Suite page 4

Les dirigeants de Solidarité contre l'économie planifiée

Le « socialisme de marché » est antisocialiste

Lech Walesa, le dirigeant de Solidarité, cherche à faire croire qu'il ne s'occupe que de syndicalisme; mais les luttes syndicales strictement économiques sont impossibles dans la Pologne d'aujourd'hui. On ne peut pas se battre pour son bifteck quand il n'y a plus de bifteck. A l'époque des accords de Gdansk, l'été dernier, nous écrivions: "Les augmentations de salaire considérables qui viennent d'être accordées vont conduire soit à l'inflation galopante, soit à des queues encore plus longues" ("Combattre la réaction cléricale! Pour la révolution politique prolétarienne!", *le Bolchévik* n° 19, septembre 1980). Maintenant, pratiquement tous les membres de Solidarité ont dû s'apercevoir que réclamer et obtenir des augmentations de salaires et une réduction du temps de travail ne fait que détériorer davantage la situation économique. La direction de *Solidarnosc* se sent un peu obligée par ses membres les plus responsables, ainsi que par des intellectuels et des bureaucrates sympathisants, d'avancer un programme positif pour sortir de la crise économique.

Les nombreux avocats de Solidarité à l'Ouest, comme le Secrétariat unifié pseudo-trotskyste d'Ernest Mandel, ne cessent d'argumenter que ses dirigeants n'ont jamais réellement appelé à la restauration du capitalisme, bien qu'ils ne disent presque jamais rien de bien de l'économie socialisée. Pour être exact, Walesa a fait l'éloge de l'impérialisme économique américain et souhaité qu'il pénètre davantage en Pologne. Au cours d'une interview accordée au journal libéral ouest-allemand *Der Spiegel* (15 juin) où on lui demandait d'où viendraient les capitaux pour restructurer l'économie polonaise, le chef de Solidarité répondit: "(...) peut-être de l'Ouest sous la forme de sociétés mixtes. J'ai moi-même vu au cours de mon voyage au Japon à quel point le capital américain a contribué au fantastique essor économique du Japon".

Le programme économique de Solidarité le plus détaillé et le plus général qu'on ait à l'heure actuelle est un document intitulé "La voie de l'action syndicale dans la situation économique actuelle du pays", publié dans *Solidarity Weekly* du 17 avril (traduit en anglais dans *Intercontinental Press* du 22-29 juin). Ce document préconise une version extrême du "modèle yougoslave", avec des entreprises autonomes basées sur l'autogestion ouvrière:

> "Ils [les organes de l'autogestion] devraient avoir le droit d'exercer un contrôle sur les actifs de la firme, de décider des objectifs de production et de vente, du choix des méthodes de production, et des projets d'investissement. Ils devraient aussi contrôler la distribution des profits de l'entreprise."

Le document précise par ailleurs que l'on doit "se préoccuper de l'autofinancement, c'est-à-dire veiller à ce qu'ils soient en mesure de couvrir leurs dépenses avec leurs propres revenus".

On ne sait pas si la direction de Solidarité préconise sérieusement le modèle yougoslave ou s'il s'agit là de formules conventionnelles pour les réformes économiques libérales en Europe de l'Est. Ce qui est clair, en tous cas, c'est ce que le programme de Solidarité, s'il était appliqué, serait pour la classe ouvrière polonaise une catastrophe plus considérable encore que celle provoquée par l'incroyable incompétence économique des staliniens et leurs concessions toujours plus importantes aux forces bourgeoises.

Matthew Naythons/Gamma/Liaisons

L'anarchie de l'économie de marché n'est pas une alternative à la gestion désastreuse des bureaucrates

Avec l'économie polonaise qui dévale la pente, la libre concurrence et l'autofinancement entraîneraient immédiatement la faillite de centaines d'entreprises, jetant sur le pavé des centaines de milliers, si ce n'est des millions, d'ouvriers. Il est significatif que la seule catégorie d'ouvriers polonais qui semblent réellement prêts à se battre pour l'autogestion soit les employés de la compagnie aérienne nationale LOT, un *monopole* d'Etat. Les auteurs du programme de Solidarité sont assez réalistes pour savoir qu'ils ont là une recette pour des licenciements massifs et immédiats:

> "Le syndicat reconnaît que les entreprises auront le droit de modifier leurs effectifs en fonction de leurs besoins. Mais il incombera toujours aux autorités gouvernementales de mener une politique de plein emploi (...). L'autofinancement des entreprises peut aussi en amener certaines à diminuer leur production ou à déposer leur bilan."

Donc les dirigeants des entreprises autogérées doivent être libres de licencier des ouvriers à volonté, et le gouvernement doit se débrouiller d'une manière ou d'une autre pour les réemployer tous! Ce même gouvernement est censé trouver de la nourriture quand il n'y en a pas. Ici, le projet de Solidarité est bien pire — plus brutalement capitaliste — que ce qui se fait en Yougoslavie. En Yougoslavie, il est interdit aux entreprises de licencier un ouvrier pour causes économiques sans lui assurer à la place un "emploi de remplacement équivalent". Mais avec le plan de Solidarité, la majorité des "autogestionnaires" peuvent se débarrasser des ouvriers d'un service non rentable ou marginal pour arrondir leurs propres revenus. Belle solidarité!

Inégalités et chômage

Le socialisme, cela veut dire une économie démocratiquement administrée, planifiée, égalitaire et organisée à l'échelle internationale. Avant la montée du stalinisme, quiconque, pratiquement, se considérait comme socialiste ne mettait pas en question ces principes de base. Le programme du "socialisme de marché" n'a rien à voir avec le socialisme. C'est fondamentalement un produit du stalinisme libéral.

En Europe de l'Est, l'impulsion pour le "socialisme de marché" ne vient pas des ouvriers, mais d'une aile technocratique de la bureaucratie qui cherche ainsi à surmonter les rigidités et le gaspillage de la planification stalinienne traditionnelle. Cependant, mise en pratique, la concurrence entre les entreprises, leur permettant d'intervenir sur le marché mondial, etc., produit de fortes tendances capitalistes. Les têtes de file des partisans du "socialisme de marché", comme le Tchèque Ota Sik et le Polonais Wlodzimierz Brus, se trouvent invariablement à l'extrême droite des bureaucraties staliniennes. Les ouvriers ont toujours à souffrir des effets immédiats de la concurrence entre les entreprises, du chômage accru et de l'élargissement de l'éventail des salaires, comme en Hongrie et aussi en Tchécoslovaquie en 1968.

Nous pouvons apprécier les effets du "socialisme de marché" d'après l'expérience même. Les entreprises régies par l'autogestion ouvrière ont été introduites dans la Yougoslavie de Tito peu après la rupture avec Staline en 1948. Les conseils ouvriers élisent la direction et contrôlent la distribution des revenus après impôts. Les entreprises sont néanmoins assujetties à certaines restrictions décisives qui les définissent encore comme propriété d'Etat et non de groupe. Les entreprises ne peuvent pas se liquider ou vendre leurs unités de production sans l'approbation du gouvernement. Les ouvriers n'ont une part des profits de l'entreprise qu'aussi longtemps qu'ils y sont employés; ils n'ont aucun droit de propriété en tant que tel. (Pour une analyse pénétrante, bien qu'un peu datée, du modèle yougoslave et de ses contradictions, voir Theo Schulze, "Yugoslavia's Way: the Workers' Council System", *International Socialist Review*, été 1962).

Certains staliniens confusionnistes de la nouvelle gauche, comme Paul Sweezy et Charles Bettelheim, ont applaudi l'autogestion ouvrière à la yougoslave tout en déplorant la concurrence entre les entreprises. Dans le monde réel une telle séparation est impossible. Si les ouvriers veulent être les maîtres absolus à l'intérieur de leur usine, ils ne peuvent pas prétendre faire appel au budget de l'Etat pour augmenter leurs salaires ou les investissements. Les dépenses en salaires, primes, équipements nouveaux, etc., d'une entreprise donnée peuvent être limitées soit par les revenus tirés de la vente de sa production, soit par décision d'une administration économique centralisée. La révolution socialiste n'abolit pas la vérité économique élémentaire qui veut qu'on n'ait rien pour rien.

Le "socialisme de marché" provoque de par sa nature même un accroissement des inégalités et du chômage. De plus, la rentabilité ou la non-rentabilité d'une usine ne dépend d'habitude que d'une façon marginale des efforts de la main-d'oeuvre. En général, le facteur le plus important pour déterminer la différence entre les coûts et le prix de vente est l'*âge* relatif des équipements. Avec le "socialisme de marché", les ouvriers qui ont la malchance de se retrouver dans les entreprises les plus anciennes seront pénalisés, puisque leurs revenus seront inférieurs à ceux des ouvriers employés dans des usines plus récentes ou dotées de nouveaux équipements. Le second facteur important qui détermine la rentabilité des entreprises est la situation de l'offre et de la demande sur le marché intérieur et/ou international, sur lequel les ouvriers n'exercent également aucun contrôle. Avec le projet de Solidarité les mineurs de charbon polonais, par exemple, bénéficieraient des augmentations du prix du pétrole décidées par l'OPEP, qui font monter la demande de charbon, et souffriraient d'un marasme sur le marché mondial du pé-

Suite page 10

POLOGNE: FRONT DE LA GUERRE FROIDE
HALTE A LA CONTRE-REVOLUTION DE SOLIDARITE

MEETINGS

Rouen • Salle Mac Orlan, pl. Saint Sever
mercredi 21 octobre à 20 h 30

Paris • Université de Tolbiac
Jeudi 29 octobre à 12 heures

• AGECA 117, rue de Charonne
75011 Paris (M° Alexandre Dumas)
Vendredi 30 octobre à 20 heures

Non à la restauration du capitalisme en Pologne! Pour la défense du bloc soviétique contre l'impérialisme!

Non à Mitterrand champion de la guerre froide!

En Pologne FO/CFDT, paravents de l'impérialisme!

Pologne...

Suite de la page 2

dance dominante était la consolidation dans Solidarité d'un cours restaurationniste au nom de la nation, de l'Eglise et du "monde libre".

Solidarité appelle à la contre-révolution «démocratique-bourgeoise»

Pendant un an, la direction de Solidarité n'a pas osé aller jusqu'à appeler ouvertement au renversement du système "communiste" officiel (un Etat ouvrier dominé par la bureaucratie) et son remplacement par la "démocratie" (bourgeoise) comme à l'Ouest. Walesa en particulier aimait se présenter comme un simple syndicaliste, comme si Solidarité était la même chose que l'AFL-CIO des Etats-Unis ou la DGB de l'Allemagne de l'Ouest. Mais à mesure que l'économie s'enfonçait dans le chaos, tout le monde reconnaissait que le syndicalisme pur et simple était impossible. La production industrielle et agricole s'est effondrée, les magasins sont vides, les gens attendent des heures pour acheter de la nourriture et les autres produits de consommation. Le dirigeant de la section de Varsovie de Solidarité aimait à comparer l'organisation à un syndicat de marins à bord d'un navire qui coule. L'impuissance manifeste des staliniens polonais et l'évidente réticence du Kremlin à intervenir militairement ont enhardi davantage la soi-disant aile "militante" de Solidarité.

L'organisation a commencé à lutter pour le pouvoir sur le front économique. En avril dernier, Solidarité a présenté un programme pour l'abolition de la planification économique centralisée, l'élection des dirigeants des entreprises par les ouvriers et l'autonomie des entreprises sur la base de l'état du marché. Dans les conditions anarchiques où se trouve la Pologne, de telles entreprises autogérées se débarrasseraient rapidement de tout contrôle de l'Etat autre que formel. S'il était appliqué, le programme économique de Solidarité amènerait immédiatement un chômage massif, faciliterait la pénétration économique impérialiste, et renforcerait énormément les forces qui poussent à la restauration du capitalisme. (Pour une analyse plus approfondie, voir dans ce numéro l'article "Le socialisme de marché".) Si le gouvernement est en désaccord avec ce programme, Solidarité menace d'organiser son propre referendum national, comme un premier pas pour prendre effectivement le contrôle de l'économie.

Mais les activités du premier congrès de Solidarité vont bien au-delà. Son appel ouvert à des "syndicats libres" dans le bloc soviétique est à la fois une provocation arrogante visant Moscou et une déclaration de solidarité idéologique avec l'impérialisme occidental. Si la lutte pour des syndicats indépendants du contrôle bureaucratique est partie intégrante du programme trotskyste pour la révolution politique prolétarienne dans le bloc soviétique dirigé par les staliniens, le *mot d'ordre* de "syndicats libres" a depuis longtemps été associé avec l'impérialisme de l'OTAN. Au début de la guerre froide, la bureaucratie fanatiquement anticommuniste autour de Meany a créé la Confédération internationale des syndicats libres en étroite collaboration avec la CIA. Il est par conséquent dans l'ordre des choses qu'au congrès de Solidarité Lane Kirkland soit accompagné de Irving Brown en personne, "Mr AFL-CIA", qui depuis trente ans se consacre à la provocation au sein du mouvement ouvrier au profit de l'impérialisme US. Etant en relation avec les huiles de l'AFL-CIO depuis des mois, la direction de Solidarité est parfaitement consciente de la signification anticommuniste du mot d'ordre de "syndicats libres".

Dans l'arsenal idéologique de l'antisoviétisme impérialiste, la "démocratie" est encore plus importante que les "syndicats libres" — pas la démocratie ouvrière basée sur les soviets comme dans la Révolution bolchévique de 1917, mais la "démocratie" bourgeoise parlementaire. Là-aussi le congrès de Solidarité s'est totalement rallié à la contre-révolution "démocratique-bourgeoise". La puissante section de Varsovie a présenté une motion appelant à des "élections libres" à la diète, déclarant par la suite que "la voie vers la souveraineté de la nation passe par l'élection démocratique d'organes représentatifs" (*New York Times*, 10 septembre). Tout dans la vision du monde de Solidarité, y compris la démocratie, est subordonné à la souveraineté nationale polonaise. (Pour une analyse théorique de la contre-révolution "démocratique-bourgeoise" dans les Etats ouvriers bureaucratisés, voir Shane Mage, "La 'démocratie pure' ou la révolution politique", *Spartacist* édition française n° 17, hiver 1980-81).

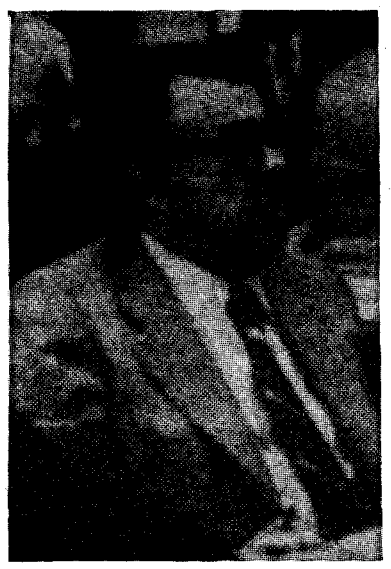
En supposant que le régime de Varsovie soit incapable de les empêcher (comme c'est probablement le cas), et que l'armée soviétique n'intervienne pas, quelle sorte de gouvernement émergerait aujourd'hui d'élections libres à un Parlement souverain en Pologne? Un quart ou un tiers des électeurs seraient des paysans propriétaires qui feront ce que leur curé leur dira de faire. Le journaliste britannique Tim Garton Ash résumait ainsi leur attitude sociale: "Ce sont les paysans conservateurs du sud-est de la Pologne qui renverseraient le communisme si l'on touchait au chapeau d'un cardinal" (*Spectator*, 14 février). Historiquement, le socialisme marxiste a été un courant puissant et à certaines époques dominant dans le prolétariat industriel polonais. Mais 35 ans de bureaucratisme stalinien ont rendu *pour le moment* la plus grande partie de la classe ouvrière polonaise favorable au clérical-nationalisme et à la social-démocratie pro-occidentale, tout en démoralisant l'autre partie. La démocratie parlementaire se traduirait vraisemblablement par la victoire de forces anticommunistes et nationalistes qui chercheront une alliance avec les impérialistes de l'OTAN contre l'Union soviétique.

Un tel gouvernement signifierait la contre-révolution au pouvoir. En 1935, Trotsky observait qu'"il suffirait de la restauration d'un bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires pour que l'édification socialiste soit supprimée d'un seul coup" ("L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme", *Oeuvres*, Tome 5). Et les partis qui gagneraient des "élections libres" dans la Pologne de Wojtyla et de Walesa sont très à droite des menchéviques et des socialistes-révolutionnaires russes. Ils sont plus proches du nationalisme pilsudskiste, nostalgiques de la grande Pologne du dictateur fascisant de l'entre-deux-guerres.

Et qu'arriverait-il à toute opposition de gauche à une telle contre-révolution "démocratique-bourgeoise"? Dans son rapport au congrès de Solidarité, le secrétaire de l'organisation, Andrzej Celinski, déclarait que ses opposants communistes "n'hésitent pas à s'engager dans la voie de la trahison nationale" (dépêche de l'UPI, 6 septembre). Etant donné l'état d'esprit des délégués, l'accusation de "trahison nationale" constitue la plus incendiaire des dénonciations politiques imaginables. Si Solidarité agit pour rétablir la souveraineté nationale, les membres loyaux et les partisans du POUP vont devenir les victimes d'une terreur blanche.

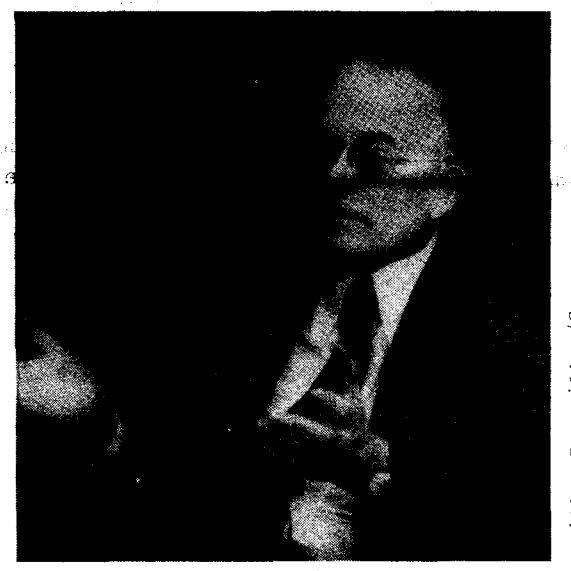
Les pseudo-trotskystes comme Ernest Mandel du Secrétariat unifié basé en Europe et Jack Barnes du Socialist Workers Party américain, à la remorque de la social-démocratie antisoviétique, argumentent que les dirigeants de Solidarité n'ont pas explicitement appelé à la restauration du capitalisme. Mais ils ont clairement appelé au renversement de l'Etat existant et à son remplacement par un régime clérical-nationaliste qui aurait des liens étroits avec les impérialistes de l'OTAN. Et cela ne serait pas un processus pacifique mais une contre-révolution sanglante. Trotsky récusait la notion d'une transition pacifique et progressive du pouvoir d'Etat prolétarien en pouvoir d'Etat bourgeois comme étant dérouler à l'envers le film du réformisme.

Quant à la transformation économique qui en résulterait, Trotsky a aussi souligné qu'"en cas de triomphe de la contre-révolution bourgeoise en URSS le gouvernement devrait pendant une longue période s'appuyer sur l'économie nationalisée" ("Un Etat non ouvrier et non bourgeois ?", *Défense du marxisme*). L'industrie d'Etat serait privée de nouveaux investissements ou même de pièces de rechange, puisque cela détournerait des ressources du secteur privé lui-même en croissance rapide. En même temps, les investissements capitalistes étrangers seraient sollicités sur une large échelle. Walesa appelle ouvertement à des entreprises mixtes avec les capitalistes occidentaux, comme moyen de sauver l'économie polonaise. Les salaires seraient maintenus à un bas niveau pour être compétitifs sur le marché mondial. Des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs seraient licenciés dans le cadre de "nécessaires" mesures de rationalisation. La masse des ouvriers abusés de Solidarité ne veulent pas cela. Mais la restauration du capitalisme, dans toute sa brutalité, succèderait au programme de "démocratie à l'occidentale" défendu par Solidarité comme la nuit succède au jour.



Free Trade Union News

Gwendolyn Stewart



Gilles Bouquillon/Gamma

Les fréquentations de Solidarité (de gauche à droite): Irving Brown, agent notoire de la CIA dans le mouvement ouvrier, Lane Kirkland, dirigeant de «l'AFL/CIA», Bergeron.

Dis-moi qui tu fréquentes...

Tout en proclamant la nécessité d'"élections libres" dans le bloc soviétique, Solidarité a pris soin de *ne pas* se solidariser avec les luttes ouvrières dans les pays *capitalistes*. Quand Ronald Reagan a licencié 12.000 contrôleurs du ciel en grève, tous les membres du syndicat au niveau national, presque toutes les confédérations syndicales du monde occidental ont protesté. Mais pas Solidarité en Pologne! Le porte-parole de Solidarité Zygmunt Przetakiewicz assistait à la manifestation du Labor Day [journée du travail] à New York en compagnie d'Albert Shanker. Alors que même les bureaucrates les plus droitiers de l'AFL-CIO dénonçaient les attaques massives de Reagan contre les syndicats et les coupes sombres dans les programmes d'aide sociale, le porte-parole de Solidarité a conservé une prudente neutralité dans le conflit entre la classe ouvrière américaine et le gouvernement le plus réactionnaire du dernier demi-siècle. Quand on lui demanda ce qu'il pensait de la politique de Reagan, Przetakiewicz répondit: "J'aimerais ne pas être impliqué dans ce genre d'histoire" (*New York Times*, 8 septembre).

A la manifestation du Labor Day, Przetakiewicz annonça que Solidarité allait ouvrir sa première représentation étrangère dans le quartier général de l'United Federation of Teachers (UFT — Fédération unie des enseignants). L'UFT n'est guère le syndicat américain typique. C'est la principale base organisationnelle pour les sociaux-démocrates US, connus par ailleurs sous le nom de "socialistes de département d'Etat". Le Socialist Party de Shanker (qui a changé de nom en 1972 pour éviter la marque infâmante du socialisme!) a été jusqu'au bout dans le camp des faucons pendant la guerre du Vietnam, même après que Nixon/Kissinger eurent abandonné une cause perdue.

Les sociaux-démocrates sont considérés par la plupart des libéraux comme des bellicistes anticommunistes déments. Dans le film *Sleeper* réalisé par l'humoriste libéral de gauche Woody Allen, le héros (ou anti-héros) new-yorkais typique se réveille quelques siècles dans le futur et apprend que sa civilisation a été annihilée dans une guerre nucléaire. Comment, demande-t-il, cette guerre a-t-elle commencé? On lui répond: nous ne savons pas exactement, mais nous pensons qu'un homme du nom d'Albert Shanker s'est procuré une bombe atomique.

Dans les dix dernières années, les sociaux-démocrates ont tissé les liens les plus étroits avec l'appareil meanyste qui dirige l'AFL-CIO. Kirkland/Shanker ont fait davantage que n'importe qui d'autre

«Halte à la contre-révolution de Solidarité!»

A paraître: brochure de la LTF sur la Pologne

Le Bolchévik: BP 135-10 75463 Paris Cedex 10

dans le mouvement ouvrier pour préparer le chemin au réarmement massif et à la course à la guerre antisoviétique entrepris par Reagan. Ces deux criminels préparent activement une première frappe nucléaire contre l'Union soviétique. Kirkland est membre du Committee on the Present Danger [Comité sur le danger actuel], un groupe de pression réactionnaire et militariste qui attaquait Carter pour s'être "vendu" aux Russes au cours des négociations SALT. Le *premier point* d'une récente résolution des sociaux-démocrates américains sur la politique générale déclare que :

> "Les principales priorités pour l'administration [Reagan] dans le domaine de la politique étrangère doivent être :
> 1) *reconstruire la puissance nucléaire et conventionnelle des Etats-Unis* : on doit entreprendre aussi rapidement que possible de corriger le déséquilibre, selon les axes suggérés par des experts militaires compétents comme ceux qui sont associés au Committee on the Present Danger."
>
> — "The Global Vision of Social Democracy", *New America*, janvier/février (souligné dans le texte)

600.000 soldats soviétiques sont tombés en libérant la Pologne de l'occupation nazie

Comme on dit, dis-moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es. Eh bien voilà les fréquentations américaines de Solidarité.

La Russie soviétique et le danger contre-révolutionnaire en Pologne

Face au danger contre-révolutionnaire en Pologne, les staliniens du Kremlin ont dépassé le stade des dénonciations dans la *Pravda* pour mobiliser les ouvriers soviétiques contre Solidarité. Ils ont organisé des réunions de masse à l'usine automobile géante Zil de Moscou et dans d'autres usines semblables à Léningrad et ailleurs, pour faire approuver une réponse publique à l'appel de Solidarité aux ouvriers soviétiques :

> "Les auteurs du message nous invitent à nous renier, à trahir les millions de ceux qui ont péri dans les combats contre l'impérialisme, à trahir notre avenir communiste."
>
> — *Le Monde*, 13-14 septembre

Ces mots et ces réunions ne sont pas simplement montés bureaucratiquement de toutes pièces sans soutien de la base. A n'en pas douter, les staliniens du Kremlin essaient d'envenimer le chauvinisme grand-russe et antipolonais. De plus, les ouvriers russes et les travailleurs des fermes collectives sont mécontents de ce que pendant des années Moscou ait subventionné l'économie polonaise, bien que le niveau de vie soit bien plus élevé à Varsovie et Gdansk qu'à Moscou ou Kiev. Même les journalistes bourgeois occidentaux rapportent qu'en URSS l'homme de la rue n'a aucune sympathie pour Solidarité et ce pourquoi Solidarité se bat. Pourquoi ? Ce n'est pas principalement du chauvinisme ou de la rancune économique.

La raison fondamentale est que les masses laborieuses soviétiques veulent défendre contre l'impérialisme mondial le système social collectivisé issu de la Révolution d'Octobre, malgré la dégénérescence stalinienne qui s'est produite par la suite. A la différence de la Pologne, où un Etat ouvrier déformé a été imposé d'en haut par l'Armée rouge, en 1917 la classe ouvrière russe a pris l'histoire entre ses mains et elle ne va pas renoncer à la légère aux acquis d'Octobre. De plus, le peuple travailleur soviétique se rappelle douloureusement les 20 millions des siens perdus dans la lutte contre l'Allemagne d'Hitler, et dont 600.000 sont tombés en libérant la Pologne de l'horreur de l'occupation nazie. Le peuple travailleur soviétique sait que le terrible arsenal nucléaire de l'impérialisme américain est pointé sur lui, et que ce sont les fanatiques anticommunistes Reagan/Haig qui ont le doigt sur la gachette.

Il craint que l'Europe de l'Est se transforme en Etats alliés de l'impérialisme qui amèneraient l'OTAN jusqu'à sa propre frontière. Les bureaucrates du Kremlin exploitent cyniquement cette conscience pour appuyer leur politique d'écrasement des soulèvements populaires et des aspirations démocratiques en Europe de l'Est, comme en Tchécoslovaquie en 1968. Mais la Pologne de Wojtyla et de Walesa n'est pas la Tchécoslovaquie du "socialisme à visage humain" de Dubcek. Le danger contre-révolutionnaire est maintenant bien réel. La Pologne pourrait à n'importe quel moment exploser dans une révolte contre-révolutionnaire genre Cronstadt sur une échelle de masse.

Mais si la Pologne peut devenir un Cronstadt géant, le régime bureaucratique de Brejnev est séparé du gouvernement communiste de Lénine et Trotsky par une contre-révolution politique. En tant que révolutionnaires prolétariens, notre rôle n'est pas de donner aux staliniens du Kremlin des conseils pour faire face à la situation contre-révolutionnaire en Pologne, dont ils portent en dernier ressort la responsabilité. Ils ne sont pas nos sauveurs. Nous ne faisons pas confiance aux staliniens russes pour pouvoir ou vouloir défendre les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre, étendus bureaucratiquement à la Pologne. Les staliniens du Kremlin sont en principe parfaitement capables de vendre la Pologne aux banquiers ouest-allemands s'ils pensent qu'ils peuvent sauvegarder leur propre base nationale de pouvoir. Souvenez-vous du pacte Hitler-Staline. Depuis que l'Armée rouge a chassé les forces hitlériennes à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les bourgeoisies impérialistes occidentales ont rêvé sans désemparer de "refouler" les Soviétiques jusqu'aux frontières de l'URSS (et au-delà). Néanmoins, étant donné l'hostilité implacable et démente de l'administration Reagan et le poids relatif de l'impérialisme américain par rapport à l'impérialisme allemand, abandonner la Pologne n'est pas aujourd'hui une option viable pour la bureaucratie. D'autant plus que la Pologne se trouve sur les principales voies d'approvisionnement et de communication entre l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est, le principal Etat à faire face à l'impérialisme occidental.

Tous les ouvriers qui ont une conscience de classe doivent, partout dans le monde et en particulier en Union soviétique, en Pologne et dans les autres pays d'Europe de l'Est, comprendre que Solidarité poursuit une politique menaçant directement les acquis de la Révolution d'Octobre, la plus grande victoire de la classe ouvrière dans l'histoire. Le cours contre-révolutionnaire de Solidarité doit être arrêté! *Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter, nous soutiendrons cette action.* Et nous en prenons à l'avance la responsabilité; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité.

Que font les révolutionnaires quand le programme marxiste se retrouve opposé à une large majorité de la classe ouvrière, situation que nous cherchons le plus possible à éviter? Il ne peut y avoir aucun doute. La tâche des communistes doit être de défendre à tout prix le programme et les acquis de la dictature du prolétariat. Aujourd'hui les trotskystes se trouvent placés dans cette position avec la Pologne, et il est nécessaire de ramer contre un puissant courant contre-révolutionnaire.

Mais l'intervention militaire soviétique contre Solidarité aura un caractère entièrement différent de celui de son intervention contre les réactionnaires islamiques en Afghanistan, intervention qui a ouvert la possibilité de libérer les peuples d'Afghanistan des misérables conditions de l'arriération féodale et pré-féodale. Là-bas nous disions "Salut à l'Armée rouge!". En Pologne, ce sont les staliniens eux-mêmes, à travers des décennies de capitulation devant les forces capitalistes, qui ont produit la crise contre-révolutionnaire.

Si une direction trotskyste avait à intervenir aujourd'hui contre la contre-révolution en Pologne, le conflit pourrait ne pas être moins violent. Mais une telle direction chercherait à mobiliser les secteurs de la classe ouvrière polonaise qui se placent ducôté des acquis sociaux historiques nés de la libération de la Pologne de l'esclavage nazi et de l'exploitation capitaliste, qui haïssent la bureaucratie pour mettre en péril ces acquis, et qui se battraient aux côtés de l'armée soviétique pour défendre les bases matérielles d'un avenir socialiste. Les crimes du stalinisme, au premier rang desquels le danger contre-révolutionnaire en Pologne, exigent une révolution politique prolétarienne dans tout le bloc soviétique, et ces ouvriers pourraient bien constituer son avant-garde consciente en Pologne, trempés en partie à travers une mobilisation révolutionnaire pour écraser les forces réactionnaires de Solidarité.

Les bourgeoisies européennes ne sont pas en reste sur Reagan et Haig pour essayer de convaincre les masses ouvrières qu'il faut craindre avant tout une soi-disant menace de l'"impérialisme rouge". Mais ceci est en contradiction flagrante avec les faits. En Afghanistan, la CIA arme les féodaux des tribus, essayant ainsi de s'attaquer à la frontière sud de l'URSS, alors que les troupes soviétiques agissent en libérateurs sociaux. Le Vietnam est soumis à la menace permanente d'une nouvelle attaque de la part de la Chine, maintenant dans une alliance militaire ouverte avec l'impérialisme US. Et le régime raciste de l'apartheid en Afrique du Sud devient de plus en plus un élément central du "monde libre", jouant le rôle d'un fondé de pouvoir américain en attaquant l'Angola avec des armes fournies par les Israéliens. Ou cette autre vitrine du "monde libre", le Salvador où le matériel de guerre et les bérets verts soutiennent une junte assoiffée de sang qui est en train d'exterminer de larges secteurs de sa propre population.

Les pseudo-trotskystes et les opportunistes pédants comme Jack Barnes et Ernest Mandel (qui ont salué comme progressiste la "révolution islamique" de Khomeiny, même quand les mollahs se sont mis à massacrer leurs partisans) proclament maintenant qu'une révolution politique prolétarienne est en cours en Pologne par l'intermédiaire de Solidarité! Solidarité est au contraire le cheval de Troie transparent de la course à la guerre antisoviétique, et c'est une polarisation pro-impérialiste qui est en train de se produire en Pologne. Ce n'est pas un hasard si Solidarité s'est développé à l'ombre des fusils du militarisme impérialiste antisoviétique qui s'est épanoui d'abord sous Carter/Brzezinski et maintenant sous Reagan/Haig, aidés par la présence au Vatican d'un pape polonais violemment anticommuniste. Ce n'est pas un hasard si dans cette période où la défense de l'Union soviétique est une nécessité urgente, les pseudo-trotskystes menés par Barnes/Mandel abandonnent toute prétention à défendre l'Union soviétique et se rallient à Solidarité.

Les choix auxquels les révolutionnaires sont confrontés en Pologne, en l'absence d'une avant-garde trotskyste de masse, ne sont pas très attrayants même s'ils sont clairs. L'abstentionnisme n'est pas un choix; c'est un soutien voilé à la contre-révolution. L'abandon de la perspective du combat pour le facteur conscient dans l'histoire, pour l'*avant-garde prolétarienne internationale*, n'est pas moins dangereux; il mène soit à l'adaptation social-démocrate à la bourgeoisie, soit à l'adaptation à la bureaucratie stalinienne (à la Marcy, qui soutenait l'intervention stalinienne contre une révolution politique prolétarienne naissante en Hongrie). La situation polonaise n'a pu se développer jusqu'à ce point qu'à la faveur du vide politique qui reflète la destruction en Pologne d'une puissante tradition communiste internationale à travers une persécution sauvage due à la fois aux capitalistes et aux staliniens. Cette tradition ne sera rétablie que dans une Quatrième Internationale reforgée par les révolutionnaires qui ont défendu les acquis d'Octobre quand le danger était proche, la situation complexe et le besoin de clarté et de solidité programmatique urgent.

Nous mettons en garde les ouvriers polonais et le prolétariat mondial: sous la bannière de la nation, de l'Eglise et du "monde libre", la direction de Solidarité organise une contre-révolution capitaliste sanglante. La création d'une Pologne "démocratique" aux ordres de Reagan/Haig sur la frontière occidentale de l'URSS rapprocherait considérablement l'effroyable perspective d'un holocauste nucléaire antisoviétique. La contre-révolution de Solidarité doit être arrêtée avant qu'il ne soit trop tard!

Traduit de Workers Vanguard *n° 289*

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la Ligue trotskyste de France!

LE BOLCHEVIK: BP 135-10 75463 Paris cedex 10

NOM: _____

ADRESSE: _____

1 an (9 numéros): 30 F (France)
Hors Europe 40 F (avion: 60 F) Etranger: mandat poste international

Le procès du SWP contre le FBI

Le procès du réformisme

Le Socialist Workers Party (SWP) réformiste est la section américaine du Secrétariat "unifié" soi-disant trotskyste, dont la section française est la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Le procès du SWP contre le FBI a fait grand bruit dans la gauche et les cercles libéraux aux Etats-Unis. *Rouge* et *Inprecor* en ont également parlé mais les soi-disant camarades français du SWP n'ont pas pu y lire que Jack Barnes, le secrétaire national du SWP, pour montrer qu'il a confiance que l'Amérique est un pays libre, a donné au gouvernement non seulement les vrais noms de nombreux dirigeants du SWP, mais également les dates et lieux de toutes les réunions du Comité exécutif international du SU des 12 dernières années; ni qu'un autre dirigeant du SWP a donné le vrai nom de 7 autres dirigeants non américains du SU.

Dans le mouvement anti-guerre du Vietnam aux Etats-Unis, le SWP était connu par les militants de gauche combatifs pour son refus d'appeler à la défaite de sa propre bourgeoisie et parce qu'il s'efforçait de canaliser la radicalisation dans des alliances "pacifiques et légales" avec l'aile libérale de la bourgeoisie. Récemment, il s'est rendu célèbre pour avoir milité en faveur de la "liberté d'expression pour les fascistes". Ce parti d'aspirants Scheidemann et Noske est resté chez lui et a accusé d'intention de violence les manifestants du 3 mai à Washington contre la politique américaine au Salvador. Il va sans dire qu'il renie la position trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique.

L'article qui suit, en disséquant impitoyablement le comportement et la stratégie du SWP devant le tribunal, est un document parlant sur la manière de procéder des réformistes. Comme ils rejettent le principe marxiste de base que l'Etat bourgeois ne peut pas être réformé mais qu'il doit être détruit, les réformistes cherchent à s'insérer dans tous les rouages de l'appareil capitaliste. Les trahisons du SWP devant la justice mettent en garde tous les militants ouvriers contre la futilité et le danger inhérent au programme réformiste de confiance dans la "démocratie" capitaliste.

Le danger d'une répression contre les militants de gauche, les Noirs et autres minorités est bel et bien réel dans l'Amérique de Reagan. Actuellement, la Spartacist League/US, section américaine de la tendance spartaciste internationale, intente un procès au ministre de la justice de l'Etat de Californie parce qu'il l'a à tort caractérisée de "terroriste" dans son "rapport sur le crime organisé en Californie" (Cf. l'article "Spartacist League: Workers Party Has the Right to Organize!", *Workers Vanguard* n°286). Dans ce rapport, on tente de mettre la Spartacist League hors-la-loi afin de la rendre vulnérable au même genre de violence gouvernementale que celle qui a, par exemple, détruit physiquement le Black Panther Party. La politique de défense révolutionnaire de nos camarades signifie passer politiquement à l'offensive contre les chasseurs de sorcières, ce qui est radicalement opposé à la politique de recul et de défaite mise à nu dans "Le procès du réformisme".

Le 2 avril s'est enfin ouvert le procès engagé par le Socialist Workers Party (SWP) contre le gouvernement américain. Le SWP avait engagé cette action judiciaire il y a bientôt huit ans, dans la période de l'après-Watergate. Depuis lors, les documents obtenus grâce à la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act) ont révélé quelques-unes des "barbouzeries" que le FBI a montées contre le SWP dans le cadre du programme de sabotage "COINTELPRO". L'affaire a été plaidée devant le juge Thomas Griesa jusqu'au 25 juin, après quoi ce n'est qu'à la rentrée que les deux parties présenteront leurs conclusions.

A en croire le SWP, le procès n'a été qu'une suite ininterrompue de coups sévères portés contre le FBI et ses complices. "A la fin du premier jour il était devenu clair que dans la salle d'audience, la stratégie socialiste mettait le gouvernement en mauvaise posture", affirmait modestement [le journal du SWP] *The Militant* du 17 avril. Depuis lors, tous les numéros ont insisté sur le même thème: le SWP a "intenté le procès du gouvernement". Malheureusement, ce qui frappe le plus dans cette affaire, c'est de voir à quel point c'est le procès du SWP, et non celui du gouvernement, qui a été fait.

Le réformiste Barnes pousse sa confiance en la légalité bourgeoise jusqu'à donner à l'ennemi de classe les noms des membres et les lieux de réunions de la direction internationale du SU.

AW

Le gouvernement, comme on pouvait s'y attendre, n'admet pratiquement rien. Il déballe allègrement toutes les calomnies que peuvent contenir les "rapports" des informateurs du FBI, soutient qu'il peut espionner la gauche en vertu de lois manifestement antidémocratiques, produit devant la cour des spécialistes genre Hoover Institution pour témoigner en tant qu'"experts" en socialisme. Il ne présente pratiquement aucune excuse pour les cambriolages, les écoutes clandestines, les lettres anonymes; il justifie les expulsions, les mises à pied et les licenciements; il réclame la protection de l'anonymat pour ses mouchards installés dans les organisations de gauche, noires et ouvrières (la soi-disant "immunité de l'indicateur").

Le 24 avril, le gouvernement annonçait que les services d'immigration et de naturalisation "examinaient" le SWP pour voir si l'on pouvait "interdire de séjour ou expulser" des membres du SWP uniquement sur la base de leurs opinions politiques. Cette audacieuse provocation rappelle certaines des armes les plus odieuses de la chasse aux sorcières. Souvenons-nous des Palmer Raids de 1919, où des centaines de communistes, d'anarchistes et autres, nés à l'étranger, furent expulsés. Pendant la période du maccarthysme, on expulsa du pays des centaines de membres et d'ex-membres du parti communiste nés à l'étranger, dont certains résidaient aux USA depuis de nombreuses années. On promulga des lois qui permettaient d'inculper un communiste ou un ex-communiste simplement s'il demandait un passeport.

Mais le SWP est arrivé devant le tribunal en assez bonne position. Dans la période de watergatisme paranoïaque, sous Nixon tout particulièrement, le gouvernement — incapable de faire la différence entre un Daniel Ellsberg [libéral bourgeois] et un Bob Avakian [maoïste] — a commis des "bavures" antidémocratiques. Quand cela fut rendu public, les libéraux étaient vraiment furieux que Nixon les ait traités comme s'ils étaient le Guépéou. Le FBI renia ses crimes les plus visiblement irrationnels tandis que les réformateurs disaient: balayez devant votre porte. Entre-temps, un raid mené par des militants pacifistes dans un bureau du FBI à Media, en Pennsylvanie, révélait l'existence de COINTELPRO. On apprit que le FBI avait mené on ne sait combien de "cambriolages" contre le SWP, une organisation qui se réclame du socialisme et qui est connue pour son penchant à rabâcher comme un leitmotiv "pacifique, légal" aux participants les plus combatifs dans les manifestations contre la guerre. On établit que quelque 90 "visites clandestines" avaient eu lieu rien qu'au siège national du SWP. Pour couronner le tout, le gouvernement mentit comme un arracheur de dents durant la préparation du procès, choquant même le juge Griesa aux idées de grand seigneur sur l'équité. Si l'affaire avait été close plus rapidement, cela aurait amélioré les chances du SWP, quoiqu'ils ne puissent guère se plaindre puisque leur ligne est de nier tout glissement vers la droite dans ce pays; selon le SWP, chaque année amène une nouvelle "radicalisation" et de nouvelles résolutions du SWP intitulées "Nouvelle montée de la lutte untel". Cette vision nébuleuse de la réalité sociale s'exprime dans leur opinion sur leur "procès Watergate":

> "Dans les années 50, ce vieux Palais de justice a été le siège des plus fameux procès truqués contre les communistes. C'est là que les Rosenberg ont été condamnés à mort. Des dirigeants du parti communiste ont été condamnés à des années de prison.
> "Mais maintenant nous voilà dans les années 80, et c'est le gouvernement qui est l'accusé."
> — *The Militant*, 17 avril

Le SWP a à peine remarqué l'élection de Reagan. Il a refusé de voir que Carter cherchait à relancer la guerre froide avec sa campagne antisoviétique des "droits de l'homme", et quelles étaient les implications de la campagne de Reagan/Haig contre le "terrorisme international". Il n'a tiré de conclusion ni des attaques capitalistes contre des conquêtes arrachées de haute lutte et contre la passivité défaitiste des directions syndicales, ni de la suppression des conquêtes même seulement symboliques du mouvement libéral pour les droits civiques et de la faillite des directions noires.

Le SWP ne voit pas les croix de feu qui ponctuent l'escalade du terrorisme Klan/nazi de la Californie jusqu'au Connecticut. Pourtant, l'assassinat en plein jour de militants de gauche à Greensboro en 1979 par des "extrémistes" racistes — et l'acquittement, par la suite, de ces meurtriers fascistes — reflétaient le mouvement à droite de tout l'éventail politique bourgeois. Le SWP se rassure avec l'illusion que les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain contre l'URSS n'auront pas de répercussions à l'intérieur contre la gauche américaine (au moins contre la gauche non stalinienne). Mais la guerre que la bourgeoisie mène ici contre les travailleurs, ses préparatifs de guerre dans le cadre d'un anticommunisme global à l'extérieur, annoncent une chasse aux sorcières qui ne devrait pas tarder.

Dans ce contexte, le fait que le gouvernement s'acharne à justifier qu'il espionne le SWP par des accusations de "terrorisme" autant que les efforts du SWP de montrer qu'il est le modèle même du parti électoraliste inoffensif sont dangereux pour la gauche. Il s'agit d'un procès important que presque toute la gauche a accueilli avec enthousiasme — *The Guardian*, la National Lawyers Guild [association de juristes libéraux] (un tas de compagnons de route de longue date du parti communiste). Mais le SWP fait ce procès pour se présenter comme l'aile droite du soi-disant "socialisme". Le témoignage de Peter Camejo le 25 juin, où il expliquait qu'en 1968, après une manifestation dans la région de San Francisco qui avait été "violente", le SWP avait cessé de participer à des manifestations à cet endroit pour montrer qu'il ne prône pas la violence, est un bon exemple de tout l'axe de la stratégie du SWP pour son "procès Watergate".

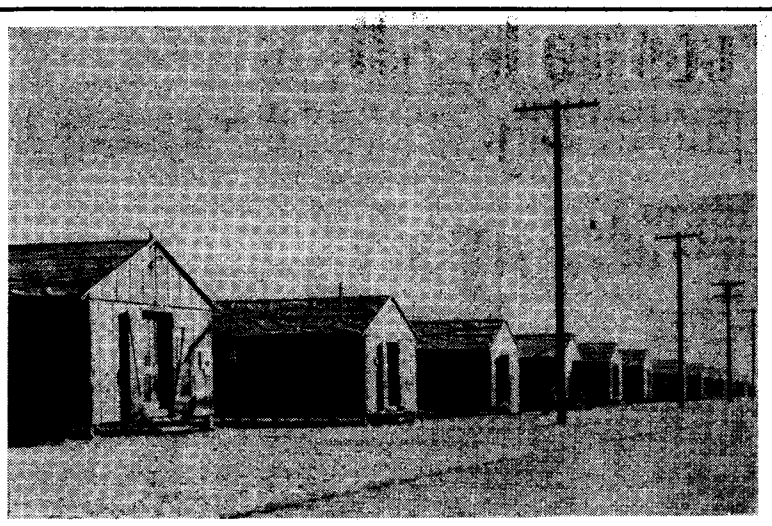
Les accusations de "terrorisme" portées contre le SWP sont au centre de la stratégie du FBI lors des audiences. La "preuve" principale en est le bloc diplomatique du SWP avec le Secrétariat unifié centriste (SU) — une parmi d'autres "IVe Internationales" concurrentes —, que l'avocat du gouvernement a cherché à dépeindre comme un sinistre complot pro-terroriste. Quand le SWP insista (tout à fait à juste titre) sur le fait que son "association fraternelle" avec le SU n'avait en réalité aucun effet sur la ligne politique du SWP ou sur ses pratiques organisationnelles, les avocats du FBI contre-attaquèrent avec des témoins "experts *ès* doctrine communiste" qui soulignèrent que, puisque le SWP se considérait trotskyste, il se soumettait aux décisions de la "IVe Internationale", qu'il en soit ou non section. Les avocats du gouvernement ont cherché à mettre sur le dos du SU, qui connut dans les années 70 une période d'enthousiasme — par procuration — pour le guérillisme en Amérique latine, tout ce qui va des kidnappings en Argentine jusqu'à la "bande à Baader". La ligne du gouvernement est que tous les militants de gauche sont, au minimum, les dupes d'un complot communiste/terroriste international et il espère se servir du procès du SWP pour faire passer ce message.

L'argument du SWP pour se défendre, c'est son opposition réformiste au centrisme du SU. Le SWP ne changerait pas un mot de son programme réformiste pour aucun centriste au monde; pas plus que Barnes et Cie ne sauraient admettre qu'on les assimile d'une quelconque manière aux "terroristes" juste pour conserver leur "internationalisme" de parade. Quand des journalistes de droite lancèrent une chasse aux sorcières contre le SU en 1974, le SWP s'empressa de prendre des mesures bureaucratiques, excluant plus d'une centaine de ses membres pro-SU (l'International Tendency) le jour de la fête nationale. Les bulletins intérieurs relatant cette exclusion ont été derechef produits à l'audience comme plat de résistance du SWP pour démontrer sa respectabilité au juge Griesa. Et le juge a été rassuré:

> "A mon avis, il n'a jamais rien existé d'autre qu'une infime suggestion d'une possibilité d'être impliqué dans la violence aux Etats-Unis (...). Etant donné l'éviction de cette fraction minoritaire, je crois que cette mince suggestion a été complètement éliminée."

Le SWP a récemment réinsisté sur l'hostilité irréconciliable qu'il porte à ces ex-militants, cibles de ses attaques et de celles du gouvernement, dans l'affaire Hedda Garza (Cf. "SWP's Lying Frame-Up of Hedda Garza", *Workers Vanguard* n°285, 17 juillet).

Pour le SWP, le procès marque l'aboutissement d'une longue période de dérive réformiste à droite. Le "procès Watergate" a été sa préoccupation centrale pendant des années, et son objectif est pour le moins ambitieux : non seulement être toléré par la bourgeoisie, mais aussi être officiellement reconnu non préjudiciable à la domination de la classe capitaliste américaine. Le SWP veut montrer une bonne fois pour toutes qu'il est un parti pacifiste et légaliste, ayant le droit de bénéficier de tous les avantages de la démocratie américaine. Il ne cherche pas un instant à suggérer que le gouvernement US est lui-même violent, raciste, impérialiste et peu respectueux des lois ; il légitime ainsi le "droit" du gouvernement à espionner, persécuter et poursuivre ceux qu'il considère comme ses ennemis — aussi longtemps qu'il laisse tranquille le SWP.



Le SWP a confiance dans les «procédés démocratiques» du gouvernement américain. Les réformistes sont obligés de croire que la classe dirigeante respectera les règles qu'elle impose aux autres; sinon il n'y a clairement aucun intérêt à marchander avec le pouvoir en place. Les droits démocratiques peuvent cependant disparaître du jour au lendemain, comme pour les Noirs, les Américains d'origine japonaise mis dans des camps de concentration pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Rosenberg et les autres victimes de la chasse aux sorcières anticommuniste.

photos Seattle Post, WRA, AP

Qui est sur le banc des accusés?

Il est vraiment impossible pour nous révolutionnaires de discuter de comment ce procès aurait dû être mené. L'objectif du SWP n'a rien de commun avec nos buts marxistes. Il est au moins concevable que le SWP puisse gagner son procès sur une telle base, précisément pour la raison pour laquelle nous ne le pourrions pas : il a renoncé par avance aux idées élémentaires du marxisme révolutionnaire et s'est éloigné le plus possible de la politique trotskyste de défense de l'Union soviétique (à la seule exception qu'il n'a pas répudié publiquement le trotskysme — politique défendue par le SWP révolutionnaire jusque dans les années 50). Nous sommes en désaccord complet avec les postulats réformistes fondamentaux du SWP sur la nature de l'Etat capitaliste, et il nous serait donc difficile de lui donner des conseils pour mener son procès.

Mais nous pouvons dire ceci : avec son besoin maladif de prouver sa bonne foi, le SWP s'est mis en position d'accusé. Que le gouvernement US, l'ennemi n° 1 des travailleurs du monde entier, n'ait aucun droit de demander au SWP des preuves de sa bonne foi — encore moins après avoir été pris en flagrant délit de violer les droits civiques du SWP — est un point que ce dernier ne peut pas même envisager d'établir.

Dans le contexte de son attitude générale de douce modération, le SWP a réussi quelques percées offensives au cours du procès. L'une d'elles s'est produite le 3 juin, lors du contre-interrogatoire de Robert Keuch, un haut fonctionnaire du ministère de la justice. Margaret Winter, l'avocate du SWP, interrogeait Keuch au sujet d'un rapport daté de juin 1980, concernant le camouflage des cambriolages des locaux du SWP par le FBI. Le juge Griesa était au départ opposé à l'axe de cet interrogatoire, mais le SWP — pour une fois — avait tenu bon. Winter cita un rapport d'un agent anonyme du FBI concernant une conversation avec un haut fonctionnaire anonyme du ministère de la justice qui portait sur l'obtention "de renseignements confidentiels pour enquête" sur le SWP ; l'agent considéra cette conversation comme le feu vert pour des "cambriolages clandestins". Keuch, embarrassé, admit être le haut fonctionnaire en question.

Le SWP est également très fier d'avoir arraché au gouvernement des instructions du National Security Council datées de 1956 dues à J. Edgar Hoover [ancien dirigeant du FBI], pour la mise sur pied du programme COINTELPRO dirigé contre le parti communiste. C'est un document intéressant qui jette une lumière inattendue sur l'affaire du SWP, puisque sous le titre "Méthodes", on peut y lire : "Les indicateurs ont été la clé de la pénétration du parti (...). Bien que des indicateurs clé aient dû être découverts, à cause de témoignages nécessaires pour le procès, nous avons en ce moment 921 indicateurs en activité (...)" (*The Militant*, 19 juin). Cela contraste avec le "procès Watergate" du SWP au cours duquel le FBI n'a pas eu à dévoiler un seul de ses indicateurs opérationnels, et où le SWP avait d'avance accepté qu'il soit interdit à ses avocats de partager avec quiconque les renseignements sur les indicateurs contenus dans les documents non expurgés du FBI concernant 18 mouchards "représentatifs" (Cf. "Bell Shields FBI Finks", *Workers Vanguard* n° 213, 11 août 1979).

De qui fait-on en réalité le procès ? On peut trouver la réponse la plus claire en constatant qui a révélé quoi. Quels secrets le SWP a-t-il arrachés au gouvernement ? A part Ed Heisler, ex-membre du comité national du SWP (qui a déclaré l'année dernière qu'il avait été un mouchard appointé du gouvernement), de combien d'indicateurs a-t-on révélé l'identité ? Alors que le SWP, lui, s'est complètement mis à nu.

Le gouvernement a bien dû dépenser des millions de dollars pour espionner le SWP. Avec pour résultat dieu sait combien de pages de rapports d'agents qui, comme le SWP a eu beau jeu de le montrer, consistent en paraphrases, en général erronées, de positions publiques du SWP que tout le monde peut lire dans les pages du *Militant*, et en pas mal d'absurdités que seul un J. Edgar Hoover pourrait prendre au sérieux. Mais au cours des "découvertes" qui ont précédé le procès, ainsi que pendant son cours, le SWP a fourni au gouvernement une quantité incroyable d'informations de premier choix sur sa structure, sa direction et ses pseudonymes, et ses finances.

Comme nous l'avons écrit, le SWP a accepté d'empêcher ses avocats de faire connaître — même à leur propre parti — les renseignements obtenus sur les indicateurs du gouvernement. Les avocats du SWP se trouvent donc dans la position où ils gardent les sordides secrets du gouvernement afin que les informateurs puissent continuer à faire leur boulot d'espions et de provocateurs à l'intérieur du SWP et des autres groupes de gauche. Et en plus, en donnant obligeamment au gouvernement des détails tels que les pseudonymes de ses membres et les dates des réunions internationales (risquant de surcroît d'être accusé de faux témoignage), le SWP confirme bénévolement les renseignements obtenus par les indicateurs et donne au gouvernement la possibilité d'utiliser ces informations au tribunal sans avoir à en dévoiler les sources. Cela revient à faire bloc *de facto* avec l'"immunité de l'indicateur" à laquelle le FBI tient tant.

"Mais nous n'avons pas de secrets !", objecte en pratique le SWP. Le fait qu'il accepte avec tant de bonne grâce de pratiquement tout révéler met en lumière ses principes fondamentalement réformistes. Croire que des socialistes pacifiques et légaux n'ont rien à craindre s'ils sont à découvert, c'est croire que la bourgeoisie américaine ne fera jamais de tort aux braves gens ; c'est croire que le gouvernement va jouer franc jeu, respecter ses lois, tenir ses promesses. Le contre-interrogatoire par le SWP de Heisler, l'indicateur du FBI, le 17 juin l'a démontré : Barnes et Cie croient que la pire chose qu'un agent du FBI puisse vous faire c'est... de vous encourager à fumer de la marijuana (Cf. "FBI Informer in the SWP", *Workers Vanguard* n° 208, 14 novembre 1980). La confiance avouée du SWP dans la démocratie américaine peut bien lui gagner des amis bourgeois et influencer des juges, mais elle est erronée et mortellement dangereuse. Nous savons qu'il est des catégories de gens — militants de gauche, étrangers, minorités ethniques — dont les droits démocratiques, c'est bien connu, se sont évanouis en un instant : demandez donc aux Américains d'origine japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'incapacité congénitale du SWP à le croire — même mis devant l'évidence dans son propre parti — le place, sur la question de l'Etat, quelque part à droite du prêtre noir moyen qui fait dans le "social".

Cela ne veut pas dire qu'une authentique organisation révolutionnaire ne ferait pas quelques efforts pour montrer sa bonne foi au tribunal. Mais l'attitude du SWP est tout simplement : nous n'avons rien à cacher. Une telle déclaration se base sur deux prémisses fondamentales : que le SWP peut prouver à la satisfaction générale qu'il est un parti "pacifique et légal" et que les activistes politiques qui respectent les lois n'ont rien à craindre du gouvernement américain.

Pour le SWP, les seuls gens qui pourraient vouloir "cacher" quelque chose au gouvernement sont ceux qui sont coupables de quelque chose. La confiance touchante qu'il a de ne pas être en danger pour la bonne raison qu'il est "pacifique et légal" signifie qu'il pense que le gouvernement des Etats-Unis est lui aussi "pacifique et légal". C'est en fait un aspect important de l'idéologie réformiste, bien que cela en arrive parfois tellement à ressembler à de la naïveté imbécile qu'on doive se demander si ce n'est pas du cynisme (comme par exemple quand Larry Seigle a dit à des journées de formation du SWP en 1980 que les dirigeants du SWP n'avaient jamais entendu parler de "cabinet noir" avant de s'engager dans le procès en cours). Les réformistes sont obligés de croire que la classe dirigeante va respecter les lois qu'elle impose à tout le monde ; sans cela, il n'y a clairement aucun intérêt à chercher à marchander avec le pouvoir en place.

Le parti de Barnes, en divulgant tout ce qui lui est interne, reconnaît implicitement au gouvernement le "droit" de connaître les secrets des organisations de gauche, et il se place carrément sur la défensive. Une affaire comme celle-ci aurait pu être un excellent moyen de faire connaître au public les crapuleuses guerres secrètes du gouvernement contre la gauche et de chercher à arracher plus de révéla-

tions de la part du gouvernement. Au lieu de cela, le SWP a pris pour axe de cette affaire sa propre légalité, se mettant ainsi dès le premier jour dans la position de l'accusé. D'ailleurs, dans les premiers temps du procès, beaucoup de participants ont visiblement eu du mal à ne pas faire référence au SWP comme "l'accusé" (plutôt que comme "la partie civile").

Révélations scandaleuses

Le SWP s'est comporté dès le début en organisation réformiste confirmée, soucieuse de montrer sa confiance sans limite dans le tribunal. Un scandale s'est produit au cours de la déposition de Jack Barnes le 9 avril concernant les relations avec le SU. Interrogé pendant la session du matin sur l'utilisation de pseudonymes, Barnes adopta la ligne que les pseudonymes sont une précaution souhaitable dans les "pays dictatoriaux". Et pour montrer qu'il avait confiance que l'Amérique était un pays libre, il donna les noms réels de tous les membres du SWP cités sous leurs pseudonymes dans les procès-verbaux des réunions du comité exécutif international (CEI) du SU.

A l'ouverture de la session de l'après-midi, le gouvernement remit à Barnes un petit morceau de papier : "Est-ce que ce sont là les dates et lieux des réunions du CEI" des douze dernières années ? Barnes fut visiblement troublé. Il répondit que c'était de l'information "protégée" ; oui, expliqua un avocat du SWP, cette information a été fournie à huis clos (en privé). Les dates réelles ainsi que les lieux de ces réunions internationales — différant probablement de ce qui avait été publié pour assurer aux participants un minimum de protection contre la répression — avaient été donnés par le SWP au gouvernement dans une "déposition secrète" de Barnes. Barnes croit-il réellement que ses camarades "fraternels" du SU ne sont pas mis en danger par les renseignements qu'il a donnés au gouvernement des Etats-Unis tant que cela se tenait à huis clos ? Ou bien Barnes espérait-il ne pas avoir à dévoiler, dans une séance publique, l'existence de sa "déposition secrète" ? En tous cas, le prétexte de la distinction a disparu quand le 12 mai Barry Sheppard a donné les noms réels et les pseudonymes correspondants de sept dirigeants non-américains du SU.

En ce qui concerne les révélations financières, l'attitude évasive et lâche du SWP face à la question de la divulgation a considérablement nui à son cas aux yeux du juge Griesa. Le 9 avril, Barnes déclara que la politique du SWP est de détruire toutes les archives et tous les livres financiers qui ne sont pas nécessaires pour les déclarations d'impôts. Griesa sauta au plafond. Il voulut savoir pourquoi et qui était responsable. Barnes lui fit le coup de la candeur : "Je ne sais pas, nous faisons comme ça depuis quarante ans".

A plusieurs reprises au cours du procès, Griesa reviendra sur cette question. Il trouvait évidemment que les pratiques irrégulières du SWP en matières d'affaires — salaires payés en espèces, aucun contrôle de bilan, etc. — étaient en contradiction avec tout ce qu'il faisait pour se présenter comme le modèle même de la rectitude bourgeoise en toutes choses, un parti "socialiste", un parti comme les autres. Pour essayer de se rattraper, le SWP amena à la barre son trésorier. Le 21 avril, il déclara "qu'au vu des preuves documentées sur les cambriolages du FBI, le parti doit prendre ces mesures pour empêcher que les archives ne soient transmises, comme c'est l'usage, aux agences des polices locales, d'Etats et fédérales (*The Militant*, 1er mai). Hélas, c'était trop tard. Le cas du SWP devant le tribunal est en instance depuis près de 8 ans. Au cours de l'enquête avant le procès et au tribunal, le SWP a communiqué une quantité incroyable de procès-verbaux, bulletins intérieurs, livres de comptes de la Young Socialist Alliance [son organisation de jeunesse], tout ce qu'on veut. Il s'est empressé de fournir les preuves qu'il n'avait "rien à cacher" ; Barnes et Cie ne peuvent pas tout avoir. Quand les avocats du FBI avaient spécifiquement demandé, en 1980, les livres de compte en cours, le SWP avait momentanément laissé tomber son prétexte de destruction des archives et fourni le matériel demandé — et pas simplement les livres mais aussi les documents (factures, reçus, etc.). Le 17 juin, Griesa remit sur la sellette la question de la destruction des archives, et fit alors observer que le SWP aurait pu au départ contester la requête du gouvernement de faire état de ses finances. Mais l'attitude de principe du SWP était de se dévoiler totalement.

Le SWP possédait d'ailleurs dans son arsenal légal une arme utile pour contester cette requête de faire état de ses finances. Il y a quelques années, le SWP avait obtenu d'un tribunal fédéral une décision le dispensant de révéler les noms de ceux qui contribuaient à financer ses campagnes électorales, explicitement sur la base qu'une telle révélation dans le cas du SWP exposerait à la répression ceux qui soutiennent ses campagnes. Les avocats du SWP firent une timide tentative d'introduire cette décision dans le procès en cours lors du passage à la barre du dirigeant du SWP Andrew Pulley le 24 avril ; quand le juge refusa de reconnaître l'applicabilité de ce précédent, le SWP laissa humblement tomber le sujet.

Une chose est certaine : à la fin, le SWP opposait une résistance incohérente aux exigences du gouvernement qui réclamait de plus en plus. Le matin du 23 juin, le juge ordonna au SWP de communiquer intégralement des documents que le SWP avait soumis avec quelques passages supprimés. L'avocat du SWP objecta que le SWP ne va pas jusqu'à donner des noms. Griesa répondit que quelques noms de plus ne feraient pas grande différence. Le SWP communiqua donc, au début de la séance de l'après-midi, des documents qui, d'après leurs propres affirmations, contenaient les noms de membres du SWP et d'autres organisations.

C'est la question de "donner des noms" qui a mis le SWP dans son plus grand état de panique. Le 9 juin, il fit ce qui semblait être une tentative de faire du procès une action de classe (cela se passait deux mois après le commencement des témoignages). Il a présenté au tribunal des déclarations de membres du SWP l'autorisant à toucher en leur nom tous les éventuels dommages et intérêts — autrement dit des attestations signées de membres individuels qui permettaient de constituer une liste au moins partielle des membres. On ne sait pas, étant donné que le juge Griesa repoussa cette tentative apparente de changer de stratégie légale en plein procès, si ces documents sont maintenant en possession du gouvernement.

Tout aussi scandaleuse est l'histoire de la "déposition secrète de Mandigo". Au début, le juge Griesa avait demandé au gouvernement de fournir la liste des délits dont il accuse les membres du SWP. Le gouvernement présenta une liste établie par l'agent du FBI Mandigo, mais spécifia que les documents ne devaient pas être révélés au SWP afin de ne pas en compromettre les sources. C'était inviter le juge à collaborer ouvertement avec le FBI en inculpant le SWP de crimes supposés tout en lui refusant la possibilité de confronter ses accusateurs. Le juge Griesa, correct, déclina l'invitation. *The Militant* (12 juin) décrit la scène :

> "Au début le juge ne voulut pas regarder la 'déposition secrète' (...) 'Je ne vais pas l'accepter' (...) La première chose qu'ils [le SWP] firent fut de prier le juge de changer d'avis et de lire la déclaration (...)."

La déposition secrète de Mandigo doit, par sa nature même, être un tissu de mensonges. Mais le SWP a une fois de plus accepté l'"immunité de l'indicateur" — l'idée que tous les hommes de bonne volonté doivent, dans l'intérêt de la sécurité nationale, accepter que les virtuoses du FBI en procès truqués puissent agir tranquillement dans l'ombre du secret. Le juge Griesa était prêt à écarter la déposition comme non digne de considération. Mais pas le SWP qui apparemment ne demande qu'à être accusé de crimes pour mieux pouvoir prouver son innocence.

Si le SWP espérait vraiment que donner la déposition à lire à Griesa l'aiderait à en découvrir le contenu, il a dû être déçu. Pendant tout le procès, le juge a repoussé ses tentatives de soutirer des renseignements des témoins du gouvernement comme étant hors de propos. "Au cours du procès", dit le même article du *Militant* du 12 juin, "des indications possibles sur le contenu de la déclaration sont ressorties", et il cite une de ces "indications possibles". Le 26 mai, Griesa annonça que la déposition n'aurait aucune influence sur sa décision à la fin du procès. *The Militant* célèbre cette grande victoire et revient à son thème favori:

> "En plus de cela — et c'est probablement ce qu'il y a de plus important —, les socialistes ont établi leur honnêteté et leur intégrité en répondant immédiatement à toute question posée. Ils ont montré clairement qu'ils n'avaient rien à cacher. Ils ont parlé franchement et avec force détails (...)."

Effectivement.

Le SWP plaide non coupable

Le SWP n'a cessé d'argumenter qu'on ne devait pas enquêter sur lui parce qu'il ne commet aucun délit. Le document "Faits découverts" (*The Militant*, 10 avril) soumis par le SWP déclare: "Le déroulement de cette affaire ne fournit aucune base qui permette de croire raisonnablement que les plaignants s'adonnent, préparent ou incitent à une activité illégale, en tous cas depuis 1941". En 1941, en effet, au temps où le SWP était un parti révolutionnaire, 18 de ses dirigeants furent parmi les premiers à être poursuivis sous le coup de la loi Smith. Le SWP d'aujourd'hui prend bien soin de ne pas contester, ne serait-ce qu'au passage, leur condamnation. Le SWP pense-t-il que l'opposition socialiste à la guerre impérialiste, le syndicalisme lutte de classe et les activités qui ont conduit à la condamnation des "18 de Minneapolis" sont des crimes? Le SWP fit objection lorsque, le 11 juin, le gouvernement soumit des documents du FBI datant de 1941, sur la base que "la condamnation parle par elle-même". Et il ne cesse de répéter qu'il n'a jamais été "poursuivi avec succès" pour quoi que ce soit depuis, faisant semblant de ne pas remarquer que cette façon de plaider non coupable accuse implicitement les "18 de Minneapolis", sans parler du parti communiste qui a été écrasé dans les années 50 avec toutes les armes de la chasse aux sorcières, y compris toutes sortes de condamnations de ses membres, pour des crimes supposés qui allaient de la subversion à la fraude fiscale.

Pathfinder

1941, les «18 de Minneapolis» du SWP, condamnés par la justice bourgeoise pour leurs positions révolutionnaires, se rendent en prison. 1981, The Militant déclare qu'il ne s'adonne à aucune «activité illégale, en tous cas depuis 1941», désignant ainsi comme coupables les trotskystes de 1941.

Le SWP se proclame bruyamment non coupable d'enfreindre toutes les lois qu'il aime qualifier dans *The Militant* de législation de "contrôle des idées": la loi Smith, la loi Voorhis, la loi sur le contrôle des étrangers, etc. Il n'a pas contesté ces lois réactionnaires, anticommunistes. Le SWP n'est bien sûr pas obligé de transformer un procès en vue d'obtenir des dommages et intérêts en une remise en question constitutionnelle de la législation de chasse aux sorcières. Mais le fait que le gouvernement invoque ces lois pour justifier son espionnage du SWP exige une réponse autre que plaider simplement non coupable. Le 15 mai, le juge Griesa interrompit l'interrogatoire de l'agent du FBI Greene chargé d'espionner dans les années 60 la Young Socialist Alliance pour se plaindre que "tout ce dont j'entends parler, c'est de la loi Voorhis". Il voulait savoir si Greene accusait le SWP d'avoir déjà fait quelque chose de vraiment illégal, comme poser des bombes ou assassiner.

Cependant, pour les légalistes du SWP, la loi c'est la loi. Le fait que le SWP s'écrase complètement devant la loi Voorhis n'est pas juste indécent; cela peut, du point de vue gouvernemental, être la meilleure chose qui puisse arriver à cette législation depuis qu'elle a été mise en place. La loi Voorhis fut votée en 1940 pour essayer de rendre carrément illégales les organisations politiques internationales. Selon ses clauses intégrales, on n'a même pas besoin d'être sioniste ou mooniste pour être jugé "assujetti au contrôle de l'étranger". Toute organisation politique dont la ligne ("ou un de ses aspects") est "déterminée par ou à la suggestion de ou en collaboration avec" un gouvernement étranger ou un "parti politique étranger ou une organisation politique internationale" est en infraction avec la loi, à moins qu'elle ne se soumette à un règlement équivalant à un arrêt de mort. De plus, tout syndicat ayant des liens internationaux (comme le syndicat américain de l'automobile, affilié à la Fédération

Bimensuel de la Spartacist League US

WORKERS VANGUARD

Abonnement:
$12 par avion
Spartacist publishing Co.
Box 1377 GPO,
New York, N.Y. 10116, USA

internationale des travailleurs de la métallurgie), sans parler des groupes politiques influencés par le Vatican comme la Ligue contre l'avortement, pourraient, en principe, tomber sous le coup de cette loi. La loi Voorhis était notoirement anticonstitutionnelle quand elle fut votée, et le peu de crédibilité qu'elle ait encore pu espérer a certainement été entaché par le fait qu'elle existe depuis quarante ans sans avoir jamais été utilisée contre qui que ce soit. Mais, depuis des années, le SWP trouve en la loi Voorhis un prétexte bien commode pour son anti-internationalisme, et l'anti-internationalisme est un atout important dans un pays où il ne fait pas bon être accusé de "non-américanisme".

Cela ne veut pas dire que cette loi ne sera jamais utilisée. Ce qui détermine qui va être poursuivi et pour quoi n'est pas tant la situation du code légal que la lutte des classes. Ce n'est pas la "Loi", cet idéal platonique abstrait tant prisé des réformistes, qui a exécuté les Rosenberg en 1953, mais la classe dirigeante américaine en pleine guerre froide. Les militants des Black Panthers ont été persécutés et massacrés par les flics et le FBI sans qu'ils aient eu besoin de mesure légale particulière.

Le SWP ne se préoccupe guère des Rosenberg et des Panthers. Ce qu'il veut c'est couper à la répression en montrant qu'il ne menace aucunement le système. Ses protestations de pacifisme et de légalisme ne sont pas tant un argument légal qu'un argument politique. La ligne du SWP a le mérite de la simplicité. Le SWP n'a jamais été en infraction d'aucune loi (en tous cas depuis 1941) et ne le sera jamais. Quasiment personne, excepté le SWP de Jack Barnes, ne peut prétendre à une chose pareille. La grève des mineurs de 1978 en violation de Taft-Hartley enfreignait la loi. La grève des métros à New York en 1980 a violé la loi Taylor. Les étrangers travaillant dans ce pays sans papiers sont des "immigrés illégaux". Les homosexuels (et la plupart des hétérosexuels) enfreignent les lois sur la "moralité". Et puis, il y a la loi Voorhis... Bien sûr, les révolutionnaires sérieux ne passent pas leur temps à envisager d'enfreindre des lois. Nous reconnaissons le fait que la bourgeoisie a le pouvoir d'Etat, et nous nous comportons en conséquence. Mais nous défendons les syndicalistes en grève, les travailleurs immigrés, les homosexuels, les internationalistes, etc. et nous sommes outrés que le SWP cherche à acquérir une licence spéciale d'exercer le réformisme aux dépens de tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas donner les mêmes garanties écoeurantes de "pacifisme et de légalisme".

Un embryon de Parti travailliste à la britannique

La stratégie légale du SWP est l'expression directe de sa politique. Barnes et Cie espèrent convaincre les juges qu'ils sont au fond des démocrates un peu particuliers, mais loyaux aux institutions politiques du capitalisme américain et dont le but est avant tout de défendre la "démocratie" contre la "dictature". Ils affichent leur bonne foi dans le système qu'ils présentent comme susceptible d'être transformé pacifiquement à travers un processus électoral et ils espèrent que le tribunal leur montrera sa reconnaissance en dirigeant le brutal appareil répressif de l'Etat bourgeois contre d'autres cibles.

Leur gros problème, c'est qu'ils veulent s'assurer que personne ne peut les confondre avec un parti trotskyste révolutionnaire tout en ne voulant pas explicitement attaquer la "révolution", le "trotskysme" ou l'ancien SWP de Trotsky et de Cannon (tout comme le parti communiste ne veut pas abandonner sa référence au "léninisme" et au "communisme"). Ils essaient de le faire en changeant le contenu des mots jusqu'à ce qu'ils ne signifient plus rien du tout. Le 7 avril, Jack Barnes répondit à une question sur l'expression "parti de combat" en disant simplement que ce n'était que du "jargon de notre mouvement qui est quelquefois ennuyeux". Le 18 juin, Linda Jenness a défini le socialisme révolutionnaire comme signifiant restructurer la société plus équitablement. A un niveau plus sophistiqué, le témoignage de Barry Sheppard a été le plus instructif dans l'art d'enlever tout sens au mot révolution.

Le 5 mai, le juge Griesa interrompit l'interrogatoire de Sheppard par les avocats du SWP pour lui demander la différence entre le SWP et le Parti travailliste britannique. Ce qui suit est un compte-rendu condensé de l'interrogatoire reconstitué à partir des notes du reporter de *Workers Vanguard* qui assistait à l'audience (et vérifié par la suite d'après la transcription même du procès):

> "Griesa: Quelles divergences y-a-t-il entre les trotskystes et le Parti travailliste britannique (BLP)?
> Sheppard: Il y a beaucoup de divergences à l'intérieur du Parti travailliste; quelques-uns de ses membres sont trotskystes.
> Griesa: Entre les trotskystes et les gouvernements travaillistes, alors?
> Sheppard: Ils veulent maintenir le capitalisme et le réformer un peu. Nous sommes d'accord sur plusieurs choses concrètes comme la socialisation de la médecine. Ils veulent se limiter à cela. Nous pensons qu'une transformation fondamentale dans la structure de propriété est nécessaire.
> Griesa: Si vous étiez au Parlement, vous proposeriez des lois qui vont plus loin? Vous le feriez au travers du processus politique?
> Sheppard: Bien sûr, cela ne peut pas arriver tout de suite. Nous irions beaucoup plus loin dans ce processus.
> Griesa: Vous essaieriez de promulger des lois, mais qui iraient un peu plus loin?
> Sheppard: Oui.
> Griesa: Le mot 'révolution', Harold Wilson ne l'utilise pas beaucoup.
> Sheppard: Tony Benn l'utiliserait.
> Griesa: Quelle place le mot 'révolution' prend-il?
> Sheppard: Le Parti travailliste ne pense pas qu'il faille une révolution sociale, un changement dans la structure de propriété...
> Griesa: Le BLP a, je crois, un programme de nationalisation de l'industrie, des banques. Cela serait un changement fondamental dans les formes de propriété. Quand vous dites changement fondamental, quelle est la différence?
> Sheppard: C'est la même chose. Notre reproche est qu'ils ne le font jamais."

Le SWP voit la politique comme une enfilade de partis politiques sans caractère de classe: les Républicains, les Démocrates, le Parti travailliste, le SWP. Il voit le capitalisme comme un assemblage de formes politiques de nature tout à fait pacifique plutôt que comme la loi brutalement violente d'une classe dirigeante vorace. Le 15 mai, *The Militant* résumait ce témoignage du 6 mai de Sheppard en disant que "le SWP prône l'élection pacifique d'un gouvernement ouvrier et paysan qui va exiger des changements dans la Constitution pour mettre en place son programme". Le parti de Barnes avait déjà la réputation de croire qu'une idéologie pro-capitaliste conséquente mène au socialisme (le "féminisme conséquent", le "nationalisme conséquent"); désormais on pourrait résumer ainsi sa vision: une réforme constitutionnelle conséquente mène au socialisme. Le problème avec ça est clairement énoncé dans la déclaration de fondation du SWP révolutionnaire (1938):

> "Croire que dans un pays tel que les Etats-Unis nous vivons dans une société libre, démocratique dans laquelle un changement économique fondamental peut être effectué par la persuasion, par l'éducation, par les méthodes légales et purement parlementaires, est une illusion."

Pendant le contre-interrogatoire de Sheppard le 11 mai, le juge Griesa interrompit une fois de plus l'interrogatoire. Si un parti croit qu'il y a une classe dirigeante qui exerce une "dictature sociale" et que l'Etat la défend, voulut-il savoir, comment le SWP peut-il croire à un changement pacifique? Sheppard répondit que "les basses classes peuvent obtenir quelque chose" et que les réformes démocratiques peuvent devenir partie intégrante de la structure gouvernementale. Le juge insista: si vous croyez en l'inévitabilité d'une opposition violente des classes dirigeantes, vous ne pensez pas que le processus électoral va vous mener quelque part. C'est ce que nous prévoyons, dit Sheppard, que les riches vont organiser des bandes fascistes mais si nous nous trompions... "Mais vous le pensez, vous devriez vous y préparer". Pas nous, dit Sheppard, marmonnant quelque chose sur les syndicats. Toute cette idée de "révolution" graduelle, électorale dans ce pays violent, raciste, avec son système économique irrationnel et sa bourgeoisie avide de pouvoir est tellement absurde qu'un juge bourgeois intelligent comme Griesa ne peut s'empêcher de se demander si le SWP n'est pas en train de dissimuler quelque chose. Mais non, s'ils parlent comme ceux que Cannon a appelés une fois "des gens quelque peu insensés appartenant à un parti qui ne doit pas être pris au sérieux", c'est parce qu'ils sont vraiment des réformistes.

Le juge se demandait pourquoi le document en discussion, "Socialisme et démocratie" (1979), n'affirme pas clairement une préférence pour le "processus constitutionnel". Sheppard pouvait difficilement expliquer que la résolution était écrite pour être utilisée en Europe et que la prosternation social-patriote devant la Constitution américaine n'y serait pas bien passée.

Le SWP a essayé par tous les moyens de rassurer le juge, depuis l'exposé de Fred Halstead sur le SWP comme partie prenante de l'aile droite du mouvement contre la guerre du Vietnam jusqu'à des condamnations de l'autodéfense noire comme suicidaire. Certains des moyens ont peut-être été trop subtils. Comme par exemple le témoignage de Fred Halstead le 23 avril sur A.J. Muste, l'ancien pasteur devenu pour un temps trotskyste dans les années 30:

> "Il était un de ceux qui contribuèrent à introduire dans le mouvement gréviste américain des années 30 la grève avec occupation d'usine.
> "Voyez-vous, avant cela, on avait des situations où la majorité des ouvriers dans une usine souhaitait un syndicat, votait même pour lui, se mettait en grève. "Mais il y avait beaucoup de chômeurs [qui briseraient la grève].
> "Des bagarres éclataient donc aux piquets de grève. Pour éviter cela, Muste, avec d'autres, a introduit l'idée d'occuper l'usine, de s'installer dans l'usine de telle sorte qu'on puisse gagner une grève sans violence."
>
> — *The Militant*, 15 mai

Il faut probablement être marxiste ou pseudo-marxiste pour se rendre compte à quel point il est pernicieux de présenter une occupation d'usine — défi frontal aux droits de la propriété bourgeoise — comme simplement une alternative moins combative que le piquet de grève. Bien sûr, l'idée du SWP dirigeant des grèves est de toute façon grotesque. Quelle est la dernière fois où *The Militant* a exhorté un syndicat dans ce pays à partir en grève! Griesa aurait pu être impressionné si le SWP avait fait valoir sa répugnance à appeler à la grève, mais se montrer ouvertement anti-grève aurait miné la vision qu'a le SWP de lui-même: le parti des futurs hommes d'Etat travaillistes.

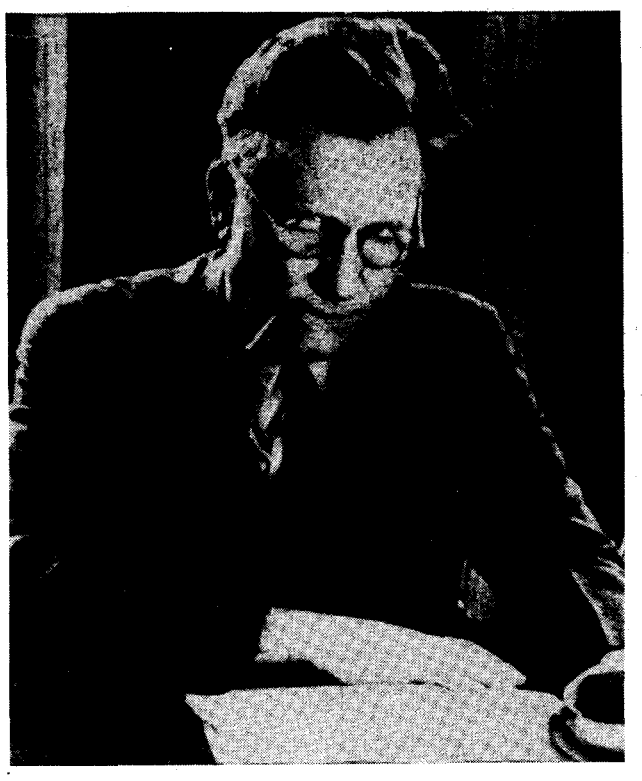
La bourgeoisie demande des garanties sur la question russe

Le 2 avril, Winter, l'avocate du SWP, demanda à Farrell Dobbs si les écrits de Marx, Engels, Lénine et Trotsky engageaient le SWP d'une manière ou d'une autre. "Pas du tout" fut la réponse. Mais ces dénégations ne résolvent pas vraiment le problème du SWP et de sa référence au trotskysme. Le 28 avril, Griesa a fait à Andrew Pulley l'honneur d'un cours sur la "dictature du prolétariat", la "révolution", et le "centralisme démocratique": quand le gouvernement lit ces mots, dit-il, il pense que vous êtes sérieux à leur sujet. "Pourquoi le FBI devrait-il traduire ces mots en ce que Farrell Dobbs dit qu'ils signifient?". Il demanda poliment à Pulley si ce n'était pas vrai que le mot "révolution" est utilisé par les gens qui n'ont pas confiance dans le processus électoral. "En partie", dit Pulley. Plus tard Griesa souleva à nouveau la question: le SWP a toute cette rhétorique; il dit que cela signifie autre chose. "Mais les révolutions sont des batailles sanglantes..."

Le SWP espère qu'après avoir exposé son programme réformiste pendant près de trois mois, il aura montré au juge à quel point son "trotskysme" est vide de sens et combien il était sincère quand il insistait que sa politique réelle n'est "pas perturbée" par des choses que Trotsky ou d'autres "pouvaient" avoir dites. Cela fait longtemps que le SWP n'a plus rien à voir avec le trotskysme, mis à part les droits de reproduction de quelques livres. A la longue, la clique de Barnes finira bien par rompre avec l'étiquette pour pouvoir plus facilement faire des blocs avec des éléments bourgeois "progressistes". Mais dans l'immédiat, le SWP n'a rien à offrir à d'éventuels partenaires bourgeois — aucune base à trahir —, et personne ne fait d'offre; le personnage le plus important dont le SWP ait jamais obtenu le soutien actif pour une de ses "coalitions" fut le sénateur américain Vance Hartke, dans son comité anti-guerre, et qui a entendu parler de lui depuis?

Le SWP veut que le gouvernement comprenne qu'il est du même type que le Parti travailliste britannique dont le vernis "socialiste" en fait souvent un gardien du capitalisme plus efficace que les conservateurs. Mais ce n'est pas l'Angleterre. L'arrogante bourgeoisie américaine n'accepterait en aucune façon d'avoir besoin de l'aide d'une formation de la classe ouvrière pour régner sur ses esclaves. On est en Amérique, terre de "mon pays qu'il ait tort ou raison". Même le juge Griesa pensait que le SWP n'était pas sérieux quand il a dit que les droits d'Andrew Pulley auraient dû être garantis quand il a essayé de persuader les soldats américains de manifester contre la guerre du Vietnam.

La question russe — question centrale pour les vrais trotskystes — est tout aussi centrale pour ceux



Pathfinder

Cannon, dirigeant du SWP révolutionnaire déclarait en 1941: «Nous sommes pour la défense de l'URSS contre les puissances impérialistes». Comme preuve de sa loyauté réformiste à son impérialisme, le SWP d'aujourd'hui nie que Cannon défendait l'URSS contre l'impérialisme.

Le «socialisme de marché»...

Suite de la page 3

trole (comme aujourd'hui). Le "socialisme de marché" *viole* le principe élémentaire commun aux syndicalistes et aux socialistes de "à travail égal, salaire égal".

L'expérience yougoslave

En Yougoslavie, on peut voir, à l'heure actuelle, le "socialisme de marché" à son apogée. Après trois décennies d'autogestion ouvrière, la Yougoslavie subit *le taux d'inflation le plus élevé d'Europe*, à l'Est comme à l'Ouest, un taux de chômage de 14% et d'énormes inégalités dans la vie économique. Le taux de chômage serait encore plus élevé si les autorités ne venaient pas continuellement au secours des entreprises en difficultés financières, ce qui alimente un taux d'inflation tournant actuellement autour de 50% par an (*The Economist*, 1er août)! Ils envoient en outre leurs fils et filles "en excédent" travailler dans l'Europe de l'Ouest capitaliste. Les transferts de fonds effectués par les Yougoslaves de l'étranger se montent à plus de la moitié de la valeur totale des exportations.

La concurrence entre les entreprises combinée au fédéralisme a en fait *aggravé* les inégalités régionales, et aussi par conséquent des conflits nationaux qui pourraient déchirer le pays. La république yougoslave la plus avancée, la Slovénie, bénéficie de conditions économiques comparables à celles de l'Autriche voisine, alors que le Kosovo peuplé d'Albanais ressemble davantage à la Turquie. De plus, le fossé entre les régions les plus riches et les plus pauvres s'est élargi sous le "socialisme de marché". En 1952, le revenu par tête d'habitant au Kosovo représentait 23% de celui de la Slovénie; en 1977, seulement 15% (Laura d'Andrea Tyson et Gabriel Eichler, "Continuity and Change in the Yugoslav Economy in the 1970's and 1980's", dans *East European Economic Assessment*). Le surplus social produit en Slovénie est largement réinvesti en Slovénie. Les statistiques du chômage le montrent clairement. En 1977, il y avait en Slovénie 1,5 demandes pour une offre d'emploi dans le secteur socialisé; au Kosovo, il y en avait 35! Des inégalités de cette ampleur peuvent facilement alimenter des mouvements nationalistes réactionnaires et créer un terrain favorable aux intrigues impérialistes.

Bien que l'Union soviétique soit loin d'être épargnée par les conflits nationaux et le chauvinisme grand-russe, la planification centralisée a permis d'y *réduire* de façon appréciable le large fossé qui existait entre les peuples affreusement arriérés de l'Asie centrale et ceux de la Russie d'Europe. L'économiste libéral britannique Alec Nove (qui n'est pas un admirateur du système économique soviétique) reconnaît qu'"en Asie centrale les salaires sont comparables à ceux de la Russie centrale, les prix du coton, des agrumes, du raisin, du tabac, ont été relativement favorables, les services sociaux disponibles en Asie

---

qui veulent être l'opposition loyale de la bourgeoisie. Le SWP doit donner des garanties là-dessus. Et quand il est poussé dans ses derniers retranchements, le SWP les donne. Quand le fameux Mandigo, dans sa première déposition (pas celle qui était secrète), écrivit que Cannon avait dit que le SWP soutiendrait l'URSS contre l'Amérique impérialiste dans une guerre mondiale, *The Militant* (13 mars) le démentit (Cf. "SWP Slanders James P. Cannon", *Workers Vanguard* n°278, 10 avril). Le 6 avril et à nouveau le 9, Barnes lia le centralisme démocratique international à la dégénérescence stalinienne, mettant ainsi un trait d'égalité entre le léninisme et le stalinisme et prenant ses distances par rapport aux deux. Le 11 mai, le gouvernement demanda à Barry Sheppard: "Pouvez-vous penser à un cas où vous soutiendriez les Etats-Unis contre l'Union soviétique?". Sheppard tourna autour du pot; le juge intervint alors pour lui demander s'il serait "loyal". La réponse de Sheppard se conclut par: "Si l'Union soviétique envahissait demain la Pologne, nous nous y opposerions (...). Nous sommes politiquement opposés au rôle des Soviétiques en Afghanistan."

Le 25 juin, dernier jour des témoignages, le SWP dans sa plaidoirie renvoya Barnes à la barre pour qu'il y démontre plus de loyauté à la Constitution et qu'il y fasse une nouvelle tentative sur la question russe. Nous citons d'après les extraits publiés dans *The Militant* du 24 juillet:

> "Winter [avocate du SWP]: Le Socialist Workers Party croit-il que ses idées sont consistantes avec la philosophie qui sous-tend la constitution des Etats-Unis?
> "Barnes: Oui, dans le sens où une forme républicaine de gouvernement — dans le sens où c'est la loi qui est souveraine, avec des représentants élus qui gouvernent — est la seule base possible pour la démocratie socialiste, pour l'extension de la démocratie opposée à tout mode de fonctionnement autoritaire et totalitaire (...).
> " (...) il serait insensé d'abandonner des droits démocratiques quelconques en échange de promesses de s'en débarrasser au profit d'un autre but".

Il continua:

> "Mais la réponse doit aussi être 'non' dans ce sens. La Constitution a été écrite dans un esprit qui ne voyait pas de contradiction entre les formes républicaines, la séparation de l'exécutif et du législatif dans la Constitution et l'esclavage (...) [et les restrictions du droit de vote]."

Barnes donna cette définition d'une "république ouvrière et paysanne":

> "Une constitution qui serait en contradiction avec l'esclavage, le suffrage censitaire, la restriction du droit de vote pour toute raison de sexe, d'âge ou autre chose du genre. Elle inclurait aussi le fait que les privilèges des plus grands propriétaires, des plus grands possédants de moyens de production, des propriétaires de grandes mines, manufactures et usines seraient subordonnés au développement et à l'extension des droits démocratiques de la grande majorité des citoyens.
> "D'une certaine façon, la guerre civile n'est peut-être pas le meilleur exemple de cela — le sang qui fut nécessaire pour éliminer l'esclavage (...)."

Barnes, qui parle à s'y méprendre comme un professeur d'instruction civique de lycée, s'est prononcé pour la séparation entre l'exécutif et le législatif! Apparemment, le programme maximum du SWP est maintenant le suffrage universel et la "subordination" des capitalistes à la démocratie.

Barnes dit que le SWP ne considère pas la Révolution russe comme "modèle" à suivre aux USA et donna à la place le Nicaragua en exemple: "pluralisme" politique et une "économie mixte", comme il la nomme.

> "Essayer de ne pas être forcé, comme le fut le gouvernement russe, de tout nationaliser — mais essayer d'évoluer avec la majorité de la population, en prenant possession d'une part toujours plus grande de l'économie, en maintenant la petite et la moyenne paysannerie dans les campagnes, en aidant les petites et moyennes entreprises comme faisant partie du développement d'un régime ouvrier et paysan (...)."

Barnes ne suggère pas un seul instant qu'il y ait contradiction entre les prétentions démocratiques de la bourgeoisie et les réalités de l'exploitation capitaliste, de l'oppression raciale effroyable et du viol impérialiste des pays sous-développés. Le marché est: Barnes accepte les certificats de démocratie du gouvernement si celui-ci reconnaît les siens.

Dans tous les cas on perd

Le SWP a beaucoup misé sur son "Watergate socialiste"; le grand tintouin fait semaine après semaine dans *The Militant* laisse supposer qu'après les médiocres résultats du "tournant" vers les syndicats, le tournant vers le "Watergate socialiste" a pratiquement pris la place de tout le reste. On peut raisonnablement prévoir que le SWP va crier à la victoire pratiquement quelle que soit la sentence.

Si le SWP perd, nous perdons tous. Toute sanction qui ne serait pas une réprobation de la justice contre le FBI, son espionnage, sa répression, ses innombrables affaires crapuleuses, le fait qu'il a lâché un gang d'extrême droite contre le SWP, ses mensonges, ses camouflages, reviendrait à déclarer officiellement que les militants de gauche n'ont aucun droit.

Mais si le SWP gagne, nous perdons quand même. Le SWP essaie de démontrer au gouvernement que les 8 millions de documents que le FBI reconnaît avoir rassemblés sur le SWP sont un effort fait dans la mauvaise direction. Le SWP ne fait même pas semblant de réclamer la suppression des agences d'espionnage. Il se moque complètement de ce que le FBI et la CIA peuvent bien faire aux autres organisations, surtout si ce sont des socialistes révolutionnaires qui ne croient pas comme le SWP que tout est possible, y compris de parvenir au socialisme, par amendement de la Constitution. Ils sont en train d'offrir à la bourgeoisie une occasion de montrer son libéralisme en tolérant une opposition réformiste — alors que la bourgeoisie vise les syndicalistes, les militants noirs, les révolutionnaires.

Le SWP a ouvertement invité à la répression quand il a accusé d'intention de violence les organisateurs de la manifestation du 3 mai à Washington, contre la politique américaine au Salvador. Au moment où des idéologues réactionnaires réclamaient des enquêtes minutieuses, style chasse aux sorcières, sur les organisateurs de la manifestation, *The Militant* (27 mars) qualifiait la manifestation de "provocatrice", "confrontationniste" et "quasiment certaine de résulter en une confrontation violente avec la police ou l'armée". Quelle personne sensée voudrait aller à une pareille manifestation? Si on avait vraiment écouté *The Militant* voilà ce qui aurait pu arriver: une petite manifestation de "durs" fait son apparition à Washington; le SWP a encouragé les flics et déjà désigné les victimes. Ce genre de choses peut jouer un rôle aussi important dans une chasse aux sorcières que ce qui est écrit dans les livres de droit.

Evidemment, l'action du 3 mai — même avec ses dirigeants officiels front-populistes — était trop radicale pour le SWP. Bien sûr, le SWP n'est pas en principe opposé aux manifestations si les conditions sont convenables. Pour le Salvador, la condition était de se prémunir de la couverture de bureaucrates ouvriers "responsables"; comme il ne l'a pas obtenue, le SWP est resté à la maison. Mais le parti de Barnes s'est déchaîné pour le rassemblement des "anti-nucléaires" le 28 mars à Harrisburg, et il est venu en force à la marche des "mères d'Atlanta" à Washington le 25 mai. Cette marche a provoqué un article du *Militant* (5 juin) qui proposait une stratégie de "défense" pour les Noirs opprimés consistant en un soutien au procès du SWP et autres actions judiciaires et:

> "L'effort national pour forcer la police d'Atlanta et le FBI à appréhender les assassins de 28 jeunes Noirs d'Atlanta est une des plus importantes façons de lutter contre les crimes du gouvernement contre les Noirs (...)."

Voilà ce que le SWP a à proposer aux Noirs dont la lutte pour la liberté est une force motrice centrale pour la révolution prolétarienne dans ce pays. Des procès et des pressions sur les flics — il est difficile de trouver une expression plus claire de la fétichisation réformiste de l'Etat bourgeois.

Le SWP s'est entiché de Harrisburg pour la même raison pourrie que la bureaucratie de l'United Mine Workers [syndicat des mineurs] l'a impulsé: comme soupape de sécurité contre la combativité des mineurs juste avant la grève du charbon. Le SWP, bien sûr, exprime cela différemment: Harrisburg, qui montre la conscience sociale soi-disant plus large des dirigeants du syndicat, est évidemment plus avancé politiquement que des choses "économistes" comme la grève. En ce qui concerne la marche des "mères d'Atlanta", le SWP a choisi d'exprimer et de se solidariser avec précisément les revendications des forces les plus réactionnaires en présence (les flics noirs), bien que la plupart des autres participants aient été, cela ne fait aucun doute, plus intéressés par les réductions budgétaires racistes, le chômage des Noirs, le Klan, etc. que par le fait de faire pression sur le FBI.

A tous ceux qui veulent arrêter les terroristes racistes, défendre le droit de grève, combattre le militarisme impérialiste, le SWP n'offre que des recettes réformistes de défaite. Comme le "Watergate socialiste" qui, même au sens le plus étroit, est une stratégie de recul dans la lutte contre la répression.

Traduit de Workers Vanguard *n° 286*

Une brochure de la LTF sur le tournant du SU vers la social-démocratie

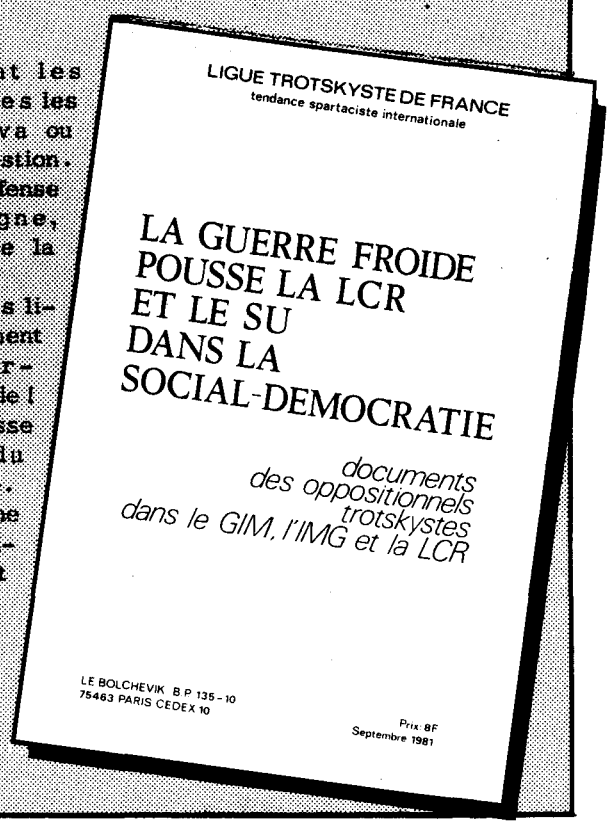
Les documents reproduits dans cette brochure relatent les discussions internes qui ont lieu actuellement dans toutes les sections du SU en Europe de l'Ouest — est-ce que le SU va ou non "entrer" dans la Deuxième Internationale, c'est la question.

- Le document de Bernhard (GIM), "L'Afghanistan et la défense de l'Union soviétique", écrit avant que le SU change de ligne, montre comment le GIM refuse de défendre l'URSS contre la menace militaire impérialiste.
- Le texte de la Fraction communiste, "Renverser le cours liquidationniste à propos du Parti travailliste", montre comment la direction de l'IMG donne son aval au programme réformiste "de gauche" de Tony Benn ; le document "Prenez garde ! Les mots d'ordre de désarmement ne désarment que la classe ouvrière" critique l'IMG pour son suivisme à l'égard du mouvement pacifiste utopique contre l'armement nucléaire.
- En France, le camarade Demos s'est opposé à la campagne "unitaire" pro-PS menée par la LCR et à la politique de soutien au front populaire de guerre froide de Mitterrand, dont la LCR s'est autoproclamée "troisième composante" !

La guerre froide a atteint l'Europe. La lecture de ces documents est indispensable pour tous ceux qui cherchent une alternative à l'engouement général pour l'antisoviétisme de la social-démocratie.

(8 F - 11 F port inclus)

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris Cédex 10



centrale sont alignés sur les standards 'soviétiques', et les statistiques montrent que des sommes supplémentaires sont destinées aux budgets des républiques arriérées" (*The Soviet Economic System*, 1977). Un gouvernement ouvrier en Union soviétique viendrait assurément à bout des inégalités encore considérables entretenues par la bureaucratie parasitaire du Kremlin, par exemple en encourageant l'émigration des républiques surpeuplées d'Asie centrale vers la Russie et la Sibérie qui souffrent de pénurie de main-d'oeuvre.

La réponse trotskyste au centralisme bureaucratique

Si Solidarité préconise l'autogestion des entreprises, cela est dû d'un côté à l'influence des intellectuels staliniens libéraux et sociaux-démocrates, et de l'autre probablement à des impulsions syndicalistes élémentaires. Cela reflète aussi une réaction nationaliste de rejet du "communisme russe". Dans les Etats ouvriers déformés yougoslaves et hongrois, la tendance des entreprises autonomes à recréer des relations économiques capitalistes est circonscrite et contrôlée par un appareil d'Etat encore puissant. Mais dans les conditions anarchiques de la Pologne, les entreprises autogérées pourraient se dégager de tout contrôle de l'Etat autre que nominal.

Le programme de Solidarité, si on l'applique, ajouterait le chômage massif aux maux qui accablent les ouvriers polonais, faciliterait la pénétration économique impérialiste et renforcerait les forces qui poussent à la restauration du capitalisme. La restauration capitaliste signifierait une contre-révolution sanglante, et non un processus pacifique, progressif et purement économique. Mais toute "réforme" orientée vers le marché, en augmentant encore la désagrégation de l'économie, ne peut qu'accroître le danger de contre-révolution.

Les chantres du "socialisme de marché" comme Brus et Sik soutiennent que la planification traditionnelle de type soviétique gaspille des ressources considérables, en particulier dans le secteur des biens de consommation, où l'on trouve fréquemment des marchandises de très mauvaise qualité. Des produits excédentaires s'entassent dans les entrepôts, pendant qu'il y a pénurie chronique pour d'autres. Tout cela est vrai et n'est absolument pas nouveau pour les trotskystes.

Même avant que Staline réduise le niveau de vie avec son premier plan quinquennal, l'Opposition de gauche dénonçait l'arbitraire bureaucratique de l'administration économique et l'indifférence au bien-être des consommateurs. La plate-forme de 1927 de l'Opposition unifiée demandait que "la diminution des prix atteigne, avant tout, les produits de première nécessité, consommés par les larges masses des ouvriers et des paysans". Elle préconise par ailleurs "une politique souple de baisse des prix de gros, qui tienne compte des conditions du marché, des fluctuations commerciales des différentes marchandises".

En 1932, à l'apogée de l'aventurisme économique de Staline, Trotsky écrivait:

> "La participation des ouvriers à la direction du pays, de sa politique et de son économie, un contrôle réel sur la bureaucratie, la croissance du sentiment de responsabilité des dirigeants à l'égard des dirigés, tout cela ne peut avoir qu'une influence bénéfique sur la production, diminuera les frictions internes, réduira au minimum les coûteux zigzags économiques, assurera une répartition plus saine des forces et des moyens et, en fin de compte, augmentera le coefficient général de la croissance. La démocratie soviétique est une nécessité vitale surtout pour l'économie."
>
> — "La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne", *Comment vaincre le fascisme*

Evidemment, un gouvernement ouvrier produirait le genre de biens de consommation que la population désire en utilisant au mieux les ressources. Mais cela n'a rien à voir avec la concurrence généralisée entre les entreprises. L'administration économique centrale, en consultation étroite avec les coopératives de consommateurs, devrait en permanence ajuster la production des différents biens pour satisfaire à la demande du marché. C'est évidemment absurde — sauf pour quelques *apparatchiks* illuminés du Gosplan — de faire des prévisions à long terme pour le nombre de chaussures à livrer à différents magasins ou de clés à molette à livrer aux différents garages. Le plan à long terme concerne la construction de nouvelles usines, mines, voies ferrées, aéroports, etc., les importants renouvellements d'équipements, la rénovation des villes et autres opérations de ce genre.

Comme l'écrivait Trotsky il y a longtemps, seule l'*interaction* de la démocratie ouvrière, du plan et du marché peut guider l'économie durant la période de transition du capitalisme au communisme. C'est dans ce but que les trotskystes appellent à la révolution politique prolétarienne dans les Etats ouvriers dégénéré/déformés: non pas revenir à l'anarchie du marché avec l'inflation et le chômage, le chauvinisme national et la guerre impérialiste, mais aller au socialisme à travers une économie planifiée au niveau international et basée sur la démocratie des soviets.

Traduit de Workers Vanguard *n°287*

Défense militaire de l'URSS...

Suite de la page 12

ment parce qu'elle s'oppose au "totalitarisme communiste", non pas d'un point de vue ouvertement réactionnaire, mais au nom du "socialisme démocratique". A ce propos, elle joue un rôle tout à fait décisif dans les manoeuvres de l'impérialisme en Pologne. La social-démocratie des Mitterrand, Brandt, Schmidt et autres Benn est le plus ferme soutien "démocratique" de la contre-révolution capitaliste de Solidarité.

Le mot d'ordre de «désarmement» ne désarme que la classe ouvrière!

La politique staliniennne non seulement mine dangereusement la défense de l'URSS ; mais en plus elle détourne le prolétariat de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir en répandant l'illusion réformiste mortelle que les impérialistes vont pacifiquement accepter de se séparer de leur armement destiné à maintenir leur domination de classe, que la bourgeoisie est donc "réformable" et que le passage pacifique au socialisme est possible. Contre l'utopie et le danger du "désarmement", Lénine s'était déjà élevé avec vigueur :

> "L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de 'revendiquer' le 'désarmement' ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être: l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie (...). C'est seulement *après que* le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais *alors seulement, et en aucune façon avant*."
>
> — "Le Programme militaire de la révolution prolétarienne", *Oeuvres*, Tome 23 [souligné dans l'original]

Un certain nombre de militants du PCF ont été écoeurés par la capitulation de Marchais devant l'antisoviétisme de Mitterrand. Et la plupart de ces "anti-opportunistes" cherchent une alternative du côté des bureaucrates soviétiques pour défendre l'URSS contre leur bourgeoisie. Mais c'est une impasse complète. La bureaucratie est un obstacle tant à une défense véritable de l'URSS qu'à la lutte du prolétariat pour renverser la bourgeoisie. Pour préserver les acquis prolétariens et lutter pour le développement mondial de la révolution socialiste, la classe ouvrière des Etats ouvriers dégénéré et déformés doit, sous la direction de partis trotskystes, balayer la bureaucratie parasitaire pour reconquérir son pouvoir politique.

L'ennemi principal est dans notre propre pays!

Le PCF reconnaît que l'URSS est menacée. Mais, partisan acharné depuis près d'un demi-siècle de la "défense nationale", aligné aujourd'hui sur les positions anticommunistes de la social-démocratie (notamment sur l'Afghanistan et la Pologne) et responsable de la politique antisoviétique du gouvernement Mitterrand, il est incapable d'appeler à défendre l'URSS. Il appelle à se mobiliser contre le programme de l'OTAN parce que "les armes nouvelles (...) entraîneront une riposte équivalente de l'URSS" et qu'"en donnant à Washington la possibilité d'atteindre les cibles soviétiques à partir d'un territoire européen, elles désignent en premier ce territoire à la riposte nucléaire correspondante" (*l'Humanité*, 1er octobre). Mobiliser les travailleurs et la jeunesse sur "le désarmement de l'impérialisme pour éviter une riposte soviétique", c'est aider la croisade antisoviétique de l'impérialisme. Quand ces travailleurs et jeunes auront perdu leurs illusions dans la possibilité d'un "désarmement" pacifique de l'impérialisme, ils risquent tout simplement de se tourner vers les solutions bellicistes de l'impérialisme pour empêcher la "riposte soviétique" ! Le "pacifisme" du PCF est le pendant à son soutien chauvin à la "défense nationale", politique qui transforme les jeunes et les travailleurs en chair à canons pour les profits de la bourgeoisie française.

La campagne du PCF non seulement véhicule toutes les dangereuses illusions pacifistes de Moscou sur le "désarmement", mais elle correspond aussi aux intérêts de la diplomatie soviétique en constituant avant tout un moyen de pression — par Mouvement de la paix interposé — sur l'anticommuniste Mitterrand: "La France peut et doit agir en ce sens en orientant sa politique extérieure vers la recherche d'accords de désarmement" (*l'Humanité*, 28 septembre). Mais cela ne fait que camoufler aux yeux des ouvriers la politique viscéralement antisoviétique de Mitterrand, et par-là même la propre capitulation de la direction du PCF devant ce champion de guerre froide. A ce propos, le responsable des questions de défense au comité central du PCF, Louis Baillot, n'était-il pas fier de relever la "convergence des positions socialistes et communistes sur les problèmes militaires et de défense (...)" (*Correspondance armée-nation*, septembre). Le PCF fait campagne pour interdire la bombe à neutrons, mais Marchais soutient — solidarité gouvernementale oblige — les études sur cette arme: "'On peut admettre', a-t-il dit, que les recherches sur la bombe à neutrons, entamées sous le précédent septennat, doivent se poursuivre" (*le Monde*, 22 septembre). Comme preuve concrète du bilan soi-disant positif de la politique extérieure française (*Révolution*, 4 septembre), le PCF n'a que la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador à exhiber. Mais, comme il l'a lui-même déclaré (Cf. *le Monde*, 2 juillet), Mitterrand s'oppose à Reagan en Amérique centrale justement parce qu'il pense que la politique US précipite toute l'Amérique centrale dans les bras de Cuba et Moscou! Son opposition à Reagan n'est qu'une divergence *tactique* sur comment combattre le communisme. Comme il expliquait lui-même son rôle dans un interview au *Times* (10 septembre), que *le Monde* du 11 septembre rapporte:

> "Combattre le communisme n'est pas forcément nier que la misère des couches sociales les moins favorisées, si elle n'a pas de débouchés, se porte vers le communisme. C'est pourquoi je fais une politique de gauche au nom du socialisme, qui n'est pas le communisme."

La direction du PCF préfère se taire sur le bellicisme de l'impérialisme français — dont elle est aujourd'hui directement responsable par Fiterman et autres ministres PCF interposés — pour ne dénoncer que l'impérialisme US. Certes, l'impérialisme français est de loin moins puissant que l'impérialisme américain, et de ce fait il est réduit au rôle de second plan. Mais cela ne réduit en rien sa haine antisoviétique. Au contraire, plus que jamais l'impérialisme français sous l'égide de Mitterrand prétend à une place en première ligne dans la Sainte alliance atlantique contre l'URSS.

Si les pseudo-trotskystes de la LCR reconnaissent, timidement, que Mitterrand fait siennes les positions de Reagan sur l'URSS, c'est pour ajouter aussitôt que les mouvements anti-guerre ont obligé les sociaux-démocrates à s'opposer à Reagan. En clair, Krivine donne pour objectif au mouvement contre la guerre de ramener à la raison le représentant en chef de l'impérialisme français, qui, au fond, doit simplement avoir de mauvaises fréquentations!

Les centristes droitiers de la LCR ne font même pas campagne pour le "désarmement", mais contre le *sur*armement (Cf. *Rouge* n°984, 2-8 octobre). "Réduisons le budget militaire de moitié" réclame *Barricades* n°24 (septembre), le journal des JCR, l'organisation de jeunesse de la LCR. Certainement pour diminuer de moitié le nombre de bombes françaises à déverser sur Moscou!? Mais demander à leur camarade président de réduire de moitié le budget militaire est certainement déjà trop pour nos "gauchistes d'antan" qui réclament de Mitterrand un "désarmement"... *par étapes*!

> "Nous voulons exiger du gouvernement (...) qu'il prenne des initiatives de désarmement nucléaire unilatéral ne serait-ce dans un premier temps qu'en renonçant au septième sous-marin nucléaire et à la bombe à neutrons."
>
> — "*Rouge* n° 983, 25 septembre-1er octobre

Au fond, Krivine ne cherche qu'à donner à Mitterrand des conseils pour gérer plus efficacement le capitalisme:

> "(...) tout indique que les économies budgétaires qu'entraînerait l'abandon de programmes aussi ruineux qu'inefficaces [!] de développement des arsenaux nucléaires ne pourraient avoir que des conséquences bénéfiques dans la lutte contre la crise, le chômage et la vie chère."
>
> — *Rouge* n° 980, 1-10 septembre

Pour tenter de constituer un bloc avec certains éléments du PS, Krivine a lancé une misérable campagne pour "le service militaire à 6 mois comme promis", expression crue de l'état plus qu'avancé de dégénérescence social-chauvine de la LCR. Les révolutionnaires Lénine et Trotsky disaient: "Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise"; pour la LCR, la classe ouvrière peut bien servir de chair à canon pour l'impérialisme, mais seulement pendant 6 mois!

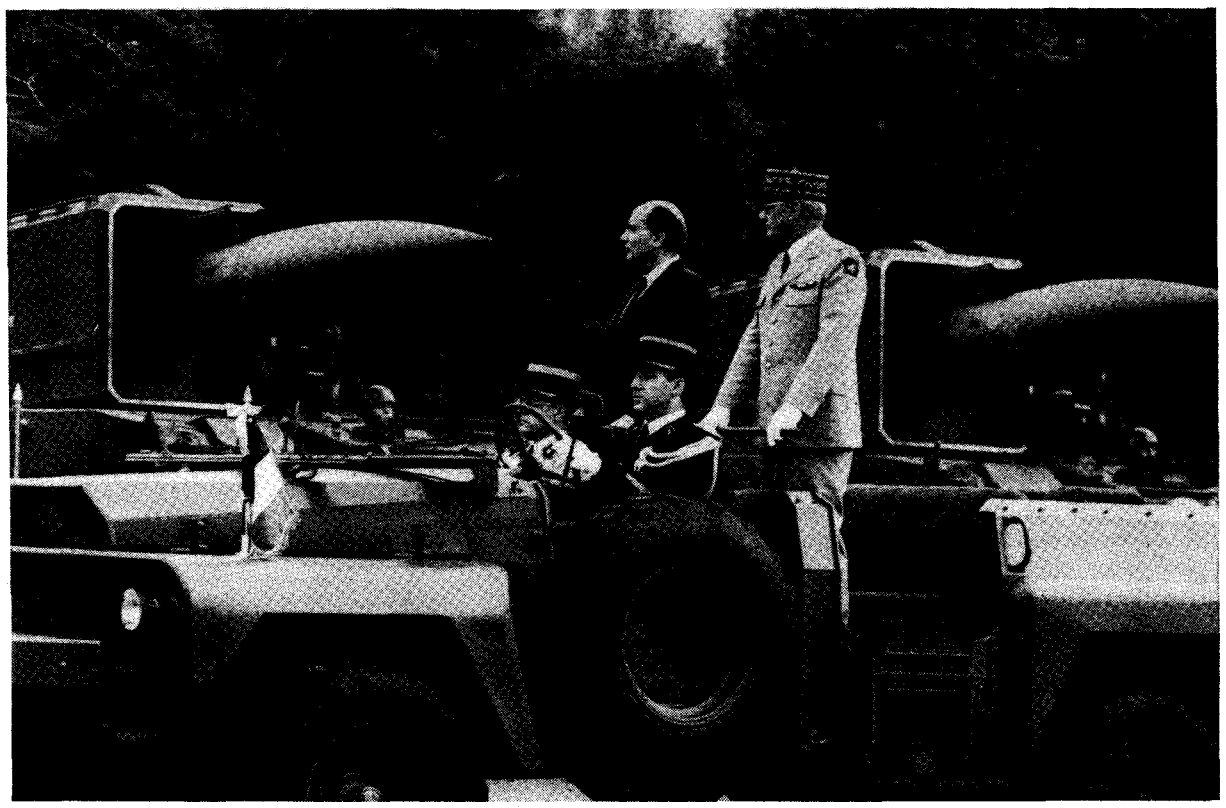
Au moins si le PCF reconnaît que c'est l'URSS que l'impérialisme menace, la LCR, en bon appendice (encore externe) du PS, non seulement n'appelle évidemment pas à la défense de l'URSS (elle appelle même à sa défaite en Afghanistan!), mais elle escamote même que c'est l'URSS que les impérialistes visent. Ce qui lui permet en toute tranquilité de réclamer le désarmement unilatéral de l'URSS. Avancer un tel mot d'ordre, et surtout au moment où l'impérialisme renforce à grands pas son arsenal de guerre antisoviétique, c'est du *pacifisme de guerre froide*, un abandon de l'Union soviétique aux appétits revanchards de l'impérialisme.

Le "désarmement", la "détente" et autres utopies pacifistes sont des mystifications dangereuses. La victoire mondiale du prolétariat est la seule voie pour la paix. Et cela nécessite la renaissance d'une Quatrième Internationale vraiment trotskyste, luttant pour la préservation et l'extension des acquis prolétariens historiques de la Révolution d'Octobre par la révolution socialiste contre la bourgeoisie et la révolution politique pour chasser la bureaucratie stalinienne■

LE BOLCHEVIK 4

A bas la force de frappe antisoviétique de Mitterrand!

A bas l'OTAN!



Sygma

Défense militaire de l'URSS!

14 octobre — Durant ces deux derniers mois, nous avons assisté à une escalade calculée de provocations orchestrées par l'administration belliciste de Ronald Reagan. Dans chacun de ces cas, l'objectif était clairement et explicitement désigné: Moscou. Pratiquement chaque semaine nous apporte un nouveau point chaud de la guerre (plus tellement) froide. Le commandant en chef US se dirige tout droit vers une troisième guerre mondiale thermonucléaire avec l'URSS. Son lieutenant est le "socialiste" français Mitterrand, son porte-drapeau un pape polonais fanatique; son général de brigade une dame de fer à Londres. C'est là le front populaire le plus dangereux que l'on ait jamais vu: une croisade contre le communisme, en brandissant des armes nucléaires.

Cela a commencé avec l'Afghanistan. Puis il y a eu le Salvador/Nicaragua et les menaces de blocus contre le Cuba de Castro. Il y a maintenant la conclusion d'une alliance militaire en bonne et due forme avec la Chine et les menaces de donner au Vietnam "une autre leçon sanglante". Reagan et ses alliés de la bureaucratie de Pékin (qui sont au moins aussi furieusement antisoviétiques que lui) se vantent de surveiller les essais de missiles soviétiques et d'avoir l'intention d'installer des armes stratégiques sur la frontière sino-soviétique. Les provocations permanentes dirigées contre l'"ours soviétique" avec la Pologne, accompagnées des appels retentissants du Vatican et de l'aide réactionnaire apportée au niveau international au "socialisme démocratique", tout cela menace d'aboutir à un défi contre-révolutionnaire ouvertement lancé contre les formes de propriété socialisées. Le potentiel existe d'une explosion cataclysmique.

Pour la défense de l'URSS!

L'importance des mobilisations qui ont déjà eu lieu en Allemagne de l'Ouest ou en Grande-Bretagne et les mobilisations qui sont prévues en octobre non seulement à Paris le 25, mais aussi à Bonn, Londres, Rome, Bruxelles, Amsterdam, etc. témoignent de l'opposition des masses au bellicisme impérialiste et de leur attachement à la paix; sentiments naturels que petits-bourgeois, sociaux-démocrates et staliniens dévoient en un "pacifisme" au-dessus des classes, en particulier en refusant de se placer dans le camp de l'URSS contre l'impérialisme.

Or, dans un conflit entre l'impérialisme et l'URSS, la place de tout travailleur conscient et honnête est sans ambiguïté ni hésitation du côté de l'URSS. De la même façon qu'en 1919 la classe ouvrière française s'est rangée du côté de la Révolution russe contre l'intervention de "son" propre impérialisme, notamment les soldats et marins qui se sont mutinés (Cf. la révolte la plus célèbre, celle de la Mer Noire) pour ne pas combattre la Russie soviétique et qui ont fraternisé avec leurs frères de classe russes. Evidemment, il y a une différence *qualitative* entre le régime de Lénine et Trotsky d'internationalisme prolétarien et la bureaucratie nationaliste et conservatrice de Staline ou Brejnev. Mais, malgré la dégénérescence bureaucratique, l'URSS reste un Etat *ouvrier*, et sa défaite serait une défaite pour toute la classe ouvrière et pour l'humanité tout entière. Comme l'expliquait déjà Trotsky en 1940:

> "(...) fondamentalement, cependant, le système de l'économie planifiée sur la base de la propriété étatique des moyens de production a été préservé et constitue toujours une conquête grandiose de l'humanité. La défaite de l'URSS dans une guerre contre l'impérialisme signifierait la liquidation non pas de la dictature bureaucratique, mais celle de l'économie étatique planifiée, le démembrement du pays en zones d'influence, une nouvelle stabilisation de l'impérialisme et un nouvel affaiblissement du prolétariat mondial."
> — "D'une égratignure au danger de gangrène", *Défense du Marxisme*

C'est pourquoi nous, trotskystes, luttons contre tous les programmes d'armement antisoviétiques, contre toutes les alliances militaires dirigées contre l'URSS. A bas l'OTAN! A bas la force de frappe française! Pas un sou, pas un homme pour l'armée impérialiste française!

Aucune illusion dans la détente!

La seule garantie réelle de la défense de l'URSS, c'est la révolution prolétarienne. La classe ouvrière ne peut supprimer les guerres qu'en supprimant par son action révolutionnaire leur cause: le capitalisme. Comme le rappelle Lénine:

> "(...) les socialistes [révolutionnaires] ne tromperont pas le peuple par l'espoir illusoire d'une paix prochaine et de quelque durée, démocratique et excluant l'oppression des nations, par l'espoir du désarmement, etc., sans un renversement révolutionnaire des gouvernements actuels. Seule la révolution sociale du prolétariat ouvre le chemin à la paix et à la liberté des nations."
> — "Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald", *Oeuvres*, Tome 21

Mais la bureaucratie du Kremlin craint comme la peste la mobilisation révolutionnaire justement parce qu'elle a usurpé dans les années 20 le pouvoir politique au prolétariat sur la base du reflux révolutionnaire. A la place de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser la bourgeoisie, la caste bureaucratique conservatrice cherche à se concilier l'impérialisme en se servant au plus de la classe ouvrière comme base de pression pour les intérêts de sa politique diplomatique. Mais on ne défend pas l'URSS en rampant au nom de la "coexistence pacifique" devant les fauteurs de guerre impérialistes. Brejnev rêve de revenir aux temps de la "détente". Mais pour l'impérialisme US, la "détente" n'était rien d'autre qu'un répit pour se remettre de son humiliante défaite au Vietnam qui l'avait affaibli. Ce n'était qu'une politique *tactique*; et après trois ans de réarmement moral et militaire mené par Carter au nom des "droits de l'homme", l'impérialisme US se sent aujourd'hui suffisamment fort pour réaffirmer bien haut son objectif *stratégique* de restaurer la propriété privée dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés.

Mais la politique stalinienne de "détente" n'est pas une simple utopie; elle ne fait en réalité qu'*accroître le danger de guerre en affaiblissant de façon criminelle la puissance militaire du bloc soviétique*. En quoi en effet les accords SALT 1 (dits de "désarmement" en 1972) ont-ils stoppé la fabrication d'armes dirigées contre Moscou? Au contraire, ces accords (qui prévoyaient le démantèlement des missiles soviétiques mais pas des missiles américains!) a été pour le Pentagone une étape pour se réarmer, développant les armes non comprises dans les accords (comme les missiles de croisière) et en fabriquant de nouvelles (comme les missiles MX), qui aujourd'hui menacent l'URSS et le monde d'une troisième guerre mondiale!

Aujourd'hui, pour "neutraliser" le bellicisme de Reagan, Brejnev compte en particulier sur la social-démocratie européenne. Mais la social-démocratie est une arme particulièrement précieuse aux mains de l'impérialisme, juste-

Suite page 11

Aucune illusion dans la détente! Les mots d'ordre de désarmement ne désarment que la classe ouvrière!